



**DÉVELOPPEMENT DURABLE
&
ENJEUX CLIMATIQUES**

**Traitement de l'information
dans les médias au Burkina Faso**

Belélé Jérôme William Bationo

m'CT

**DÉVELOPPEMENT DURABLE
&
ENJEUX CLIMATIQUES**

Belélé Jérôme William Bationo

**DÉVELOPPEMENT DURABLE
&
ENJEUX CLIMATIQUES**

Traitement de l'information dans
les médias au Burkina Faso

© B. J. W. Bationo, 2023

<https://www.africa-green-news.org/>

Avant-propos

Les pays sahéliens sont confrontés à d'énormes défis internes, au nombre desquels les conjonctures liées au changement climatique et à la gestion des terres agro-pastorales. Pris d'une part, entre une fulgurante croissance démographique et une farouche urbanisation, ce qui met en péril le couvert végétal. Et d'autre part, par des volontés de reboisement et quelques politiques pour faire face au changement climatique, la région du Sahel se trouve à la croisée des chemins, surtout pour le monde rural, principalement peuplé d'agriculteurs et d'éleveurs.

Durant ces dernières décennies, la cohabitation entre les populations de ces deux secteurs (agriculture et élevage) a fonctionné au prix de fortes tensions. Les schémas de gestion des terres agro-pastorales et les couloirs naturels de transhumance réglementés, connus en principe depuis longtemps, n'ont été que rarement mis en œuvre (Asche 1993). Il convient donc de se demander, s'ils pourraient désormais fonctionner seuls, c'est-à-dire sans soutien extérieur dans un contexte de diminution des ressources naturelles et de multiplication de la population.

Au cours de ces dernières années, la crise sécuritaire a également pris une telle ampleur que l'effondrement de certains États est devenu un scénario catastrophique réaliste ; démontrant ainsi un nexus entre changement climatique, dégradation environnementale, développement social et dynamique des conflits dans le Sahel.

Au Burkina Faso, où 80% de la population travaille et vit de l'agriculture et de l'élevage, le pays fait également face à une galopante croissance démographique. Cependant avec des ressources qui ne suivent pas cette courbe, car très limitées dans l'exploitation. Trouver des alternatives pour accompagner le monde agro-sylvo-pastoral est donc devenu plus qu'une nécessité pour répondre aux besoins des populations.

Dans ce document nous abordons le traitement de l'information dans les médias au Burkina Faso, en rapport avec les enjeux climatiques, les thématiques environnementales et leurs apports dans le monde agricole pour faire face à ces besoins en ressources naturelles.

Ce livre est issu d'un mémoire entrant dans le cadre de l'obtention d'un diplôme de Master en Études du développement et de l'environnement de l'Université Paris-Saclay, l'ESJ-Lille, l'Observatoire de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et le Centre national de Recherche scientifique (CNRS). Une formation dans la faculté des Sciences de la Terre, des Planètes et Environnement (STePE) ; parcours « Appréhender les changements climatiques, environnementaux et sociétaux » (ACCES). Il est également une occasion de présenter un projet appelé « Transmission Air et Terre » (TAT) dont nous avons eu la charge de la coordination. Il s'agit aussi de montrer la contribution de telles initiatives dans l'univers médiatique et surtout pour le monde rural burkinabè.

L'idée de cette recherche et de la publication de ce livre sont parties des observations faites dans le cadre du travail sur le projet TAT au Burkina Faso. En effet, dans la mise en œuvre de ce projet, il a été constaté un grand besoin des populations, surtout celles agricoles, d'avoir assez d'informations sur le changement climatique et de connaître davantage de stratégies pour y faire face. Cependant, dans les communications avec les confrères des médias partenaires burkinabè, notamment sur les thématiques du climat, mais aussi face à la réalité du terrain à travers le constat fait avec le projet TAT, nous avons estimé que les sujets sur le changement climatique et ses conséquences ne sont pas assez représentatifs dans les médias. Cela se justifie à travers diverses raisons.

Ce document se veut donc une contribution qui permettra de mettre en lumière les besoins des populations en matière d'informations sur les enjeux du changement du climat et les sujets environnementaux. Il se veut également une tribune pour encourager la mise en œuvre d'initiatives telles que TAT pour contribuer à informer les populations afin qu'elles puissent s'adapter au changement climatique mais aussi donner plus d'opportunités aux médias d'aborder ces thèmes.

Il faut noter que ce travail de recherche et la réalisation de ce document ont été confrontés à diverses contraintes. Elles ont concerné, entre autres, l'existence de peu de données actualisées sur les médias ainsi que leur rareté sur le traitement de l'information climatique au Burkina Faso. À préciser également les problèmes d'explications et de compréhension de certains concepts sur le climat

dans les langues locales, et la disponibilité de personnes ressources, surtout dans un contexte marqué par la pandémie de la COVID-19.

Toutefois, les résultats dans ce livre, qui ne se veulent pas exhaustifs sur les enjeux climatiques au Burkina Faso, tentent de donner le maximum d'informations à travers les données existantes, les réponses des différents acteurs et les observations sur le terrain.

Remerciements

La concrétisation de ce livre a été possible grâce au concours de plusieurs personnes à qui je souhaiterais témoigner toute ma gratitude.

Je voudrais tout d'abord adresser toute ma reconnaissance à mes collègues de travail et supérieurs hiérarchiques Klaas, Dirk et Leila pour leur confiance et leur soutien inestimable et à l'ensemble du personnel à MiCT.

Je remercie les professeurs de l'Université Paris-Saclay, de l'ESJ-Lille et tous les encadreurs, journalistes et scientifiques qui ont intervenu au cours de ma recherche pour me fournir les outils nécessaires.

Un grand merci également aux travailleurs du ProCIV et de la GIZ au Burkina Faso pour leur constante disponibilité lors de mes activités et mes visites de terrain.

Enfin, je tiens à témoigner ma gratitude à ma famille, à mon épouse Hannah et ma fille Nola qui m'ont encouragé et soutenu durant mes voyages et recherches de terrain ainsi que pour la rédaction de ce document.

Sommaire

AVANT-PROPOS	7
REMERCIEMENTS.....	11
SOMMAIRE.....	13
INTRODUCTION	
APERÇU ENVIRONNEMENTAL ET DÉMOGRAPHIQUE	17
PREMIÈRE PARTIE	
LES MÉDIAS BURKINABÈ ET LE TRAITEMENT DES INFORMATIONS SUR LES ENJEUX CLIMATIQUES.....	21
CONTEXTE DE LA RECHERCHE.....	23
Chapitre I	
L'univers médiatique	29
I. APERÇU DES MÉDIAS AU BURKINA FASO	29
II. CARTOGRAPHIE DES MÉDIAS	31
Chapitre II	
Traitement des enjeux climatiques et environnementaux dans les médias	39
I. DÉFINITION.....	39
II. BESOINS SPÉCIFIQUES DES POPULATIONS BURKINABÈ	40
III. LA RÉALITÉ DANS LES MÉDIAS BURKINABÈ.....	43
DEUXIÈME PARTIE	
DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR L'INFORMATION CLIMATIQUE AU BURKINA FASO	59

Chapitre I

Les défis liés au traitement de l'information climatique 61

- I. LES ASPECTS TECHNIQUES ET MATÉRIELS63
- II. LES CONTRAINTES POLITIQUES ET FINANCIÈRES.64
- III. LES RESSOURCES HUMAINES ET LEURS
COMPÉTENCES66
- IV. SYNTHÈSE DES DÉFIS LIÉS AU TRAITEMENT DE
L'INFORMATION CLIMATIQUE.....67

Chapitre II

Perspectives et potentielles solutions.....69

- I. LES INITIATIVES GOUVERNEMENTALES.....70
- II. L'INVESTISSEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ET DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE71
- III. L'AIDE ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE72
- IV. PERSPECTIVES SOUS L'ANGLE DES MÉDIAS ET DES
SYSTÈMES D'INFORMATION72

TROISIÈME PARTIE

L'APPORT DE « TRANSMISSION AIR ET TERRE »75

CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET76

Chapitre I

Production et diffusion radiophonique du projet TAT ...79

- I. LE TRAVAIL ÉDITORIAL80
- II. L'APPORT DE « TRANSMISSION AIR ET TERRE »88

Chapitre II

L'utilisation de la technologie Pocket FM97

- I. LE POCKET FM : QU'EST-CE QUE C'EST ?99

II. ORGANISATION ET MISE EN ŒUVRE PRATIQUE DES POCKET FM DANS LE PROJET TAT	102
CONCLUSION	
L'INFORMATION CLIMATIQUE, UN LEVIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	115
BIBLIOGRAPHIE	118
LISTE DES ABRÉVIATIONS	122
TABLE DES ILLUSTRATIONS	124
ANNEXES	127

Introduction

Aperçu environnemental et démographique

Le Burkina Faso, situé dans le Sahel, en plein cœur de l'Afrique de l'Ouest, au sud du Sahara est caractérisé par des variations pluviométriques, d'une moyenne de 350 mm au nord et de 1 000 mm au sud-ouest. C'est un pays doté d'un climat tropical de type soudano-sahélien avec deux saisons très contrastées. Nous avons la saison des pluies, avec des précipitations comprises entre 300 mm et 1 200 mm, suivant la partie du pays ; et la saison sèche, durant laquelle souffle l'harmattan, un vent chaud et sec qui vient du Sahara. La saison des pluies dure environ quatre mois, entre mai-juin à septembre-octobre avec notamment une durée moins longue dans le nord du pays.

Le Burkina Faso a une population estimée à 21 millions d'habitants, selon les statistiques 2020 de l'Institut national des Statistiques et de la Démographie (INSD). Au nombre de ces Burkinabè, 70% vivent en milieu rural dont 92% de cet ensemble de la population qui travaille et vit de l'agriculture, de l'élevage et de l'exploitation des ressources naturelles. Ces trois secteurs réunis représentent 32 % du Produit intérieur Brut (PIB) du Burkina. Cependant, le niveau de pauvreté est élevé, avec

environ 46 % de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté et 20 % au seuil de pauvreté extrême, d'après des chiffres de l'ONG OXFAM. C'est donc une population à majorité vulnérable au changement climatique.



Figure 1: Le Burkina Faso est situé au sud du Sahara (Source :Google Earth)

En effet, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) définit la vulnérabilité, dans le contexte du changement climatique, comme « la mesure dans laquelle un système est capable de faire face et de combattre les effets négatifs du changement climatique, notamment les changements continus et les phénomènes climatiques tels que les sécheresses et les inondations ». Ainsi, la vulnérabilité dépend principalement de trois facteurs, à savoir la nature et l'ampleur du changement

climatique qui affecte le système, la sensibilité du système aux effets de ce changement et sa capacité d'adaptation¹.



Figure 2: Pays enclavé, le Burkina Faso est situé dans la boucle du fleuve Niger

Eu égard à cette définition, on pourrait attribuer la vulnérabilité des populations du Burkina Faso aux problèmes environnementaux, du fait de la dégradation des ressources naturelles, des enjeux climatiques, notamment la pluviométrie qui est de plus en plus capricieuse, alternant entre sécheresses et inondations².

Une situation qui, d'ailleurs, va de manière croissante face à l'incapacité d'adaptation des populations à ces phénomènes. L'ensemble de ces manifestations naturelles

¹ Climate Change and Women Farmers in Burkina Faso, Oxfam Research Report, July 2011 p. 10

² Climate Change and Women Farmers in Burkina Faso, Oxfam Research Report, July 2011 p.2

et incapacités pourraient être attribué, entre autres, à l'absence d'informations fiables, justes et équilibrées pour s'adapter, être résilient et faire face aux différents nouveaux défis du climat.

PREMIÈRE PARTIE

**LES MÉDIAS BURKINABÈ ET LE
TRAITEMENT DES INFORMATIONS
SUR LES ENJEUX CLIMATIQUES**

Contexte de la recherche

L'accès efficace à une information fiable sur les enjeux du climat et sur l'environnement, afin d'appréhender un développement durable, apparait comme inéluctable dans le contexte du Burkina Faso, afin de contrer la pauvreté. Cependant, les thèmes y relatifs peinent à être visibles, de manière générale dans les médias en Afrique au sud du Sahara et particulièrement au Burkina Faso, selon les données de *Media and Climate Change Observatory* (MeCCO)³.

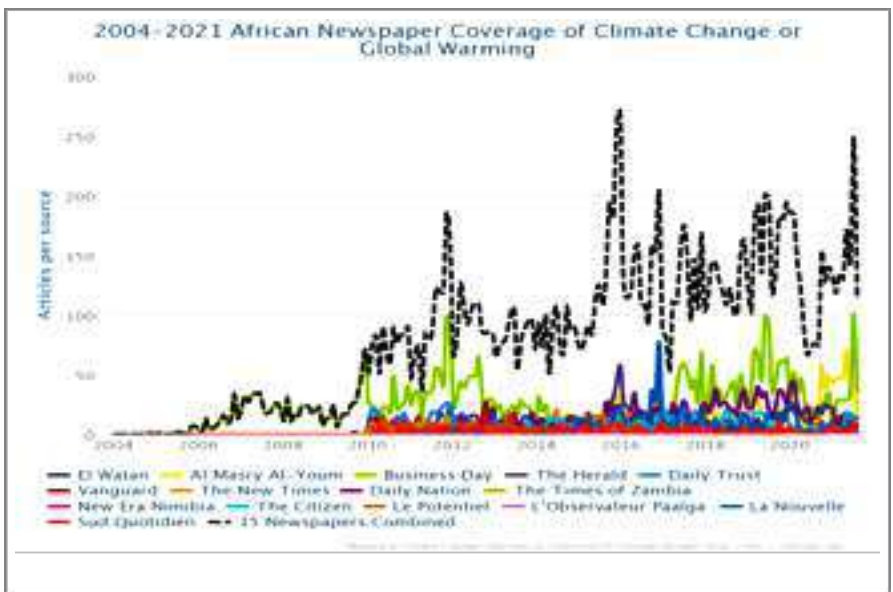


Figure 3 : Traitement des sujets sur le changement climatique et le réchauffement de la planète par des médias africains

³ https://sciencepolicy.colorado.edu/icecaps/research/media_coverage/africa/index.html

Dans son monitoring, MeCCO a recensé, au cours de la période allant de janvier à juin 2021, seulement trois (03) sujets concernant les enjeux climatiques dans le principal journal privé burkinabè, *L'Observateur Paalga*. Les sujets sur les questions environnementales notamment le climat, qui semblent donc très cruciaux pour le pays, paraissent peu dans les différents médias d'informations au Burkina Faso, au regard de nos observations et selon les statistiques de MeCCO.

C'est face à un tel constat, sur les réalités du Burkina Faso, un pays dont les ressources environnementales sont essentielles à la vie des populations et pour contribuer à plus de place pour ces sujets, notamment les enjeux climatiques dans les médias, qu'est née « Transmission Air et Terre » (TAT). Une initiative pour accompagner le monde agricole burkinabè. TAT est un projet d'information dont les objectifs sont, entre autres, d'aider à:

- Améliorer la planification agricole pour faire face aux difficultés pluviométriques, c'est-à-dire une adaptation au changement climatique ;
- Augmenter la productivité à travers des méthodes innovantes qui prennent en compte l'environnement, le développement durable et les enjeux du climat ;

- Accompagner l'entrepreneuriat en professionnalisant la commercialisation agricole.

Quelle est donc la plus-value d'un tel projet dans l'univers du traitement de l'information au Burkina Faso ?

C'est aussi dans l'optique de répondre à cette question, mais avant tout, de situer la place des enjeux climatiques et des sujets connexes dans les médias au Burkina Faso que s'est inscrite la démarche de cette recherche.



Figure 4 : Une grande partie de la population travaille et vit de l'agriculture, de l'élevage et de l'exploitation des ressources naturelles (photo: B.J.W. Bationo)

Notre étude a donc pour but de faire le point, sans être exhaustive, du traitement de l'information sur le changement climatique et les mécanismes d'adaptation diffusés par les médias burkinabè. Nous avons ensuite, pour exemple de travail, le projet TAT, qui est un projet média mis en œuvre par l'ONG *Media in Cooperation and Transition (MICT)* avec l'accompagnement de la

coopération allemande, *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)*, au Burkina Faso. Cette étude a donc été l'occasion de montrer la contribution de ce projet dans la promotion des questions environnementales et des enjeux du climat.



Figure 5 : Rencontre avec des journalistes et des auditeurs de la radio Bama Pilé
(photo: B.J.W. Bationo)

Dans le cadre de notre étude, en plus d'une recherche littéraire, nous avons fait une synthèse de l'observation des parutions et des publications dans les principaux médias du Burkina Faso et administré des interviews. Nous avons également élaboré un questionnaire Google Forms que nous avons adressé à des journalistes de différents médias ; puis, nous avons travaillé sur la base de nos évaluations du projet TAT dont nous avons la charge de la mise en œuvre pratique et du volet éditorial. A cet effet, nous avons effectué trois (03) voyages de terrains dans différentes localités du Burkina Faso. Cela a

permis de rencontrer des organisations paysannes, des groupes d'auditeurs de radios, des journalistes et des chercheurs. Au cours de notre étude, nous avons donc :

- Échangé avec plus de quatre-vingts (80) agriculteurs à travers des groupes de discussions dans quatre (04) villages du Burkina Faso ;
- Mené des interviews avec les journalistes participants au projet TAT ;
- Conduit des entretiens avec quelques chercheurs, des responsables de médias et des personnes ressources ;
- Adressé un questionnaire de manière aléatoire à quinze (15) journalistes de quinze (15) divers médias burkinabè.

Les journalistes des médias auxquels nous avons adressé un questionnaire, sont repartis entre la radio, la télévision, la presse-écrite et les web-médias.

Chapitre I

L'univers médiatique

I. Aperçu des médias au Burkina Faso

Depuis l'indépendance du pays en 1960, « l'histoire des médias au Burkina Faso est celle de l'air démocratique qu'elle accompagne comme son ombre : la presse, notamment privée, disparaissait lorsqu'apparaissait un régime d'exception autoritaire qui restreignait les libertés. Elle repoussait rapidement dès que les responsables politiques du moment lui laissaient une petite marge de manœuvre⁴ ».

⁴ Émile Pierre BAZYOMO, « Éducation aux médias au Burkina Faso : enjeux et perspectives pour une éducation à la citoyenneté », p.100

A la faveur du vent de la démocratie qui souffla sur le pays et la sous-région ouest-africaine dans les années 1990, on a assisté à ce qu'on peut appeler le printemps de la presse, selon Pr Serge Théophile Balima. Ainsi, des dizaines de journaux aux périodicités et intentions éditoriales diverses ont vu le jour. Toutefois, le taux de mortalité de ces titres témoigne de la précipitation avec laquelle les promoteurs de ces médias avaient entrepris leurs aventures. Si la plupart de ces journaux de ce printemps ont péri (74%)⁵, les grands noms de la presse du Burkina Faso qui vivent toujours de nos jours doivent leur existence ou renaissance grâce à cette période.

L'Observateur, victime d'un incendie le 10 juin 1984 réapparaît le 15 février 1991 sous le nom de *L'Observateur Paalga*, le journal *Le Pays* voit le jour en octobre de la même année. On peut également qualifier de second printemps des médias, une floraison de titres (*Bendré, San Fina, ...*), de radios (*Ouaga FM, Savane FM, ...*) et de télévisions (*Canal3 et SMTV*), nés aux lendemains de l'assassinat le 13 décembre 1998 du journaliste Norbert Zongo, directeur de publication de l'hebdomadaire *L'indépendant*.

L'histoire des médias a aussi été marquée récemment par l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et le putsch manqué de septembre 2015 qu'a connu le pays. Lors de ces événements, les médias ont joué de grands rôles. Certains d'entre eux d'ailleurs sont nés autour de cette période.

⁵ Émile Pierre BAZYOMO, « Éducation aux médias au Burkina Faso : enjeux et perspectives pour une éducation à la citoyenneté », p.101

Outre cela, l'information de proximité constitue une caractéristique majeure et il faut prendre en compte l'environnement socio-économique particulier du pays. Ce qui apparaît essentiel pour faire l'état des lieux des médias au Burkina Faso.

II. Cartographie des médias

Le Burkina Faso dispose d'un univers médiatique fourni et assez actif avec plus de 270 médias reconnus à travers le pays, selon le rapport du Conseil supérieur de la Communication (CSC), publié en 2016. Cependant, la répartition et le développement des médias restent inégaux sur l'étendue du territoire burkinabè. « L'énorme majorité des titres de presse paraissant au Burkina Faso sont édités à Ouagadougou⁶».

Bien que la télévision et les médias en ligne soient de plus en plus croissants et jouent davantage de rôle en milieu urbain, la radio reste le média le plus utilisé par les populations sur le territoire burkinabè.

1. La radiodiffusion

Selon le rapport du CSC de 2016⁷, il existe environ 150 stations de diffusion radiophonique à travers le pays. Parmi lesquelles on a, entre autres, trente-huit (38) chaînes de radios religieuses/confessionnelles, quarante-deux

⁶ SANON, Moussa « La Presse écrite régionale au Burkina : État des lieux des journaux bobolais »

⁷ À préciser que c'est le rapport disponible et dont nous avons eu accès au moment de la recherche

(42) chaînes communautaires, trente-six (36) chaînes commerciales, dix-neuf (19) chaînes communales, quatre (04) chaînes institutionnelles en plus des chaînes d'État, des stations de diffusion de chaînes internationales et des antennes relais.

Les populations des villes comme des campagnes consomment assez de programmes radiophoniques selon une étude portant sur l'information publique, menée en 2006, par des organisations du domaine des médias. Il ressort de cette recherche que 95,8% des burkinabè disposent de postes radio dont 76% qui ont une écoute répétée dans la journée⁸. La radio est ainsi devenue le compagnon fidèle des citoyens et des populations rurales. Il est, selon Dr Émile Pierre Bazyomo « le média le plus populaire du fait de sa simple accessibilité, car l'auditeur doit juste avoir un poste récepteur, de sa mobilité et de l'utilisation des différentes langues nationales comme moyen de communication⁹».

2. La presse-écrite

Avec un taux d'alphabétisation au Burkina Faso de 41%, en 2018 selon les statistiques de la Banque mondiale¹⁰, la presse écrite est l'un des médias les moins utilisés par la population. Les plus grands journaux ne vendent par

⁸ BALIMA, Serge Théophile, SANOU, Victor, GOUBA, Firmin et al. « Les médias, l'information publique et la lutte contre la pauvreté au Burkina Faso », p. 24-25

⁹ Émile Pierre BAZYOMO, « Éducation aux médias au Burkina Faso : enjeux et perspectives pour une éducation à la citoyenneté », p.107.

¹⁰ Données de la Banque Mondiale : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/>

parution que moins de 5 000 exemplaires¹¹ et sont distribués presque exclusivement dans la capitale Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, en raison de la probabilité d'achat très faible ailleurs, de la difficulté d'accès à l'intérieur du pays et de l'absence d'un système approprié de distribution.

Malgré tout, il existe soixante-dix-sept (77) journaux presse-écrite, dont neuf (09) quotidiens, quinze (15) hebdomadaires, vingt-cinq (25) bimensuels, vingt-sept (27) mensuels et un (01) bimestriel. *L'Observateur Paalga*, est le journal le plus ancien et le plus lu au Burkina Faso. Il a été créé le 28 mai 1973. Avant lui, le quotidien d'État, *Carrefour africain*, était la seule source d'information écrite disponible.

« Le paysage actuel de la presse écrite se compose donc de journaux d'information généralistes et de journaux spécialisés : presse satirique, sportive, confessionnelle, culturelle, scientifique, institutionnelle, politique, économique ou d'opinion¹²». La plupart de ces titres sont édités dans la capitale à cause de l'accès aux moyens de production, explique également Pr Serge Théophile Balima.

¹¹ International Media Support (IMS) | De la crise à la transition: les médias au Burkina Faso, Janvier 2015, p. 13

¹² BALIMA, Serge Théophile, FRERE, Marie-Soleil, « Médias et communications sociales au Burkina Faso, approche socioéconomique de la circulation de l'information, Paris », L'Harmattan, 2003 p.20

3. La télévision

Il existe à peu près vingt-huit (28) stations de diffusion et chaînes de télévisions privées dont six (06) chaînes confessionnelles, une (01) chaîne communautaire, treize (13) chaînes commerciales et une (01) chaîne internationale, y compris la chaîne de télévision publique et ses démembrements¹³.

On note une augmentation de l'offre, due à la création de chaînes privées et confessionnelles mais aussi par la présence des chaînes étrangères grâce aux satellites. Elles ont contribué à accroître l'intérêt des publics pour la télévision. L'électrification rurale et la vulgarisation de l'énergie solaire permettent aussi d'avoir, de plus en plus, accès aux programmes de ce type de média. « Au niveau national, on note un taux de pénétration relativement important de la télévision dans les foyers burkinabè malgré la pauvreté avérée des populations citadines »¹⁴. Même si, à certains égards, elle reste un symbole de réussite sociale, elle gagne de plus en plus en popularité. Ce qui n'est pas le cas de la connectivité à internet, même si on note quelques améliorations.

4. Les web-médias

En effet, l'accès à internet a connu un bond ces dernières années au Burkina Faso, même s'il reste encore assez

¹³ Rapport CSC 2016

¹⁴ BALIMA, Serge Théophile, FRERE, Marie-Soleil, Médias et communications sociales au Burkina Faso, approche socioéconomique de la circulation de l'information, Paris, L'Harmattan, 2003 p.192

d'infrastructures et de mécanismes à mettre en place. De 4% de la population, en 2010, ils sont 4,59 millions de Burkinabè qui ont accès à internet ; soit 22% de taux de pénétration en 2020, selon les statistiques de *Hootsuit*¹⁵. Une augmentation vertigineuse qui a permis une éclosion de médias en ligne, qui sont relativement de plus en plus populaires, notamment dans les grandes villes, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Ainsi, il existe 16 sites consacrés à l'information en ligne, officiellement répertoriés dans le rapport public du CSC, dont le plus populaire est *LeFaso.net*, lancé en 2004. « LeFaso.net est cité comme étant la source la plus fiable et populaire d'information en ligne. Ils ont quelques 40 000 à 45 000 visiteurs par jour et ils pensent qu'environ 50% d'entre eux proviennent de l'intérieur du pays¹⁶».

Cependant les réseaux sociaux sont de plus en plus virulents, notamment l'utilisation de Facebook et de WhatsApp pour la diffusion d'informations, dans le pays. Ils constituent surtout des sources d'informations pour les jeunes et les citadins, même si la qualité et la véracité des informations qui y circulent restent en deçà des normes journalistiques. Ce sont aussi des canaux de propagation de fake news.

Toutefois, de plus en plus de médias classiques (radio, télévision et presse-écrite) tentent également d'utiliser ces

¹⁵ <https://lekiosquedigitalduburkina.com/2020/02/24/burkina-faso-statistiques-sur-le-digital-et-les-medias-sociaux-en-janvier-2020/>

¹⁶ International Media Support (IMS) | De la crise à la transition: les médias au Burkina Faso, Janvier 2015, p. 15

médias sociaux, parallèlement à leurs canaux traditionnels de diffusion pour atteindre une frange de la population.

À Ouagadougou, la capitale politique et administrative et à Bobo Dioulasso, la deuxième ville et capitale économique du pays, l'accès aux médias par les populations et leur fréquence de contact sont plus importants qu'ailleurs, du fait des disparités socioéconomiques des populations burkinabè.

« La prolifération des radios FM n'a pas encore réussi à combler le fossé en termes d'accessibilité entre les deux plus grandes villes et le reste du Burkina. La consommation télévisuelle est marquée également par les mêmes disparités au profit de ces deux plus grandes villes », Émile Pierre Bazyomo.

À la suite de ce coup d'œil sur le paysage médiatique burkinabè, pour lequel on peut dire qu'il est fourni ; dans la suite de notre étude, il nous est plus aisé de tenter d'établir la place de l'information climatique, du traitement des sujets environnementaux et des enjeux du climat dans cet univers des médias du Burkina Faso.

Chapitre II

Traitement des enjeux climatiques et environnementaux dans les médias

I. Définition

L'information sur le climat dans les médias se réfère aux rapports, articles et autres contenus qui traitent des changements climatiques et de leurs conséquences.

Ces informations peuvent inclure des données sur les causes et les effets des changements climatiques; des informations sur les mesures prises pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et celles sur les efforts de recherche et de développement pour trouver des solutions aux changements climatiques.

Cela peut inclure également les informations sur les politiques et les initiatives visant à réduire les causes et à informer les populations sur les impacts des changements climatiques sur eux et leurs environnements.

Aussi, informer sur les enjeux climatiques nécessite de parler des efforts de sensibilisation et de mobilisation des citoyens pour lutter contre les changements climatiques, d'aborder les questions sur les technologies et les pratiques durables qui peuvent aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, dans cette démarche, les informations sur le climat dans les médias peuvent également inclure des sources, des données et des initiatives internationales aussi bien que les mesures prises par les gouvernements. Il s'agira également pour les médias de donner des informations sur les impacts des changements climatiques sur la santé et le bien-être des populations.

II. Besoins spécifiques des populations burkinabè

Au Burkina Faso, face à des problèmes environnementaux croissants, les gestions des ressources naturelles sont de plus en plus des sources de crises. Le changement climatique qui impacte inexorablement les saisons agricoles implique la rareté des ressources naturelles. C'est en cela que l'accès à l'information climatique et sur les enjeux environnementaux peut jouer un rôle crucial, car seules des populations informées peuvent interagir et prendre des décisions éclairées pour une meilleure adaptation.

Nos recherches nous ont permis de faire le constat, qu'il existe très peu (voire pas) de littérature et de documentation au Burkina Faso sur le traitement de l'information, dans les médias, en lien avec les questions environnementales et le climat.



Figure 6 : Rencontre avec des population du village de *Makongo* (photo: *B.J.W. Bationo*)

Au cours des entretiens que nous avons mené avec des populations en milieu rural, particulièrement dans les localités¹⁷ de Makongo (Région de la Boucle du Mouhoun), de Bama (Région des Hauts-Bassins), de Banfora (Région des Cascades) et de Diébougou (Région du Sud-Ouest), les agriculteurs et agricultrices ont unanimement manifesté dans leurs réponses un besoin

¹⁷ Le choix de ces localités s'est fait de manière aléatoire suivant les possibilités de déplacement qui s'offrait à nous et la disponibilité des groupes de discussions lors de nos séjours sur le terrain.

d'avoir plus d'informations afin de pouvoir s'adapter aux « aléas climatiques »¹⁸ pour avoir de meilleures récoltes. Ils pensent également que cela leur permettra de mieux gérer leurs bétails et l'ensemble de leurs ressources naturelles.

À partir des entretiens avec ces groupes de discussions, il est aussi ressorti que les médias, notamment les radios, doivent aider les populations à trouver des mécanismes pour gérer les ressources en eau mais aussi les informer sur la météo, notamment en ce qui concerne les prévisions pluviométriques. Car, les pluies sont mal réparties dans le temps et dans l'espace, avec notamment des saisons de pluies qui sont devenues très courtes et très fortes par moment, causant des inondations et/ou des sécheresses de manières récurrentes. Dans le traitement de l'information, ces populations ont donc besoin d'enseignements, à travers des sujets en amont, pouvant les aider à s'adapter et faire face aux enjeux climatiques.

Le besoin est beaucoup moindre sur l'exposition des faits et des « cataclysmes » en aval, explique une auditrice du village de Makongo. « Ça ne nous sert à rien quand la radio nous informe que des personnes sont mortes dans des inondations ; nous nous voulons éviter cela », dit-elle. En effet, ces populations, pour la majorité, utilisent la radio comme principal moyen d'information. Malheureusement, « nous n'avons pas assez de programmes radiophoniques qui nous accompagnent

¹⁸ Nombreux d'entre eux estiment que ce sont des aléas climatiques comme il y en a toujours eu dans le temps

dans le sens de prévenir les risques chaque année », confie une autre auditrice de radio Bama Pilè.

Les informations qui leurs sont servies très souvent par les radios, concernent des faits du passé et parfois, quelques sujets sur les conséquences lointaines du changement climatique et la dégradation de l'environnement liée à l'orpaillage. « Nous avons besoin d'informations qui vont nous aider maintenant et chaque jour », explique l'auditrice de la radio à Bama.

Outre les questions du climat, la dégradation du couvert végétal et la pollution des eaux de surface se répercutent négativement sur les conditions de vie et de revenus de ces groupes sociaux déjà vulnérables. Une crise multidimensionnelle sur les plans économique et social qui, ajouté à la lutte pour la gestion des ressources, crée de ce fait des conflits intercommunautaires.

III. La réalité dans les médias burkinabè

Boureima Salouka, coordinateur de projets médias de la *DW Akademie* au Burkina Faso, pense que le traitement des questions liées à l'environnement dans les médias n'est pas assez fourni. Il en veut pour preuve que la crise sécuritaire au Sahel a bien plus une dimension environnementale à la base, que toute autre chose. « Avec une démographie très forte et la raréfaction des ressources naturelles qui a entraîné une compétition pour leur contrôle, cela a vite dégénéré ». Mais on essaie faussement de maquiller tout cela en conflit intercommunautaire sans donner la véritable source,

plutôt que de voir le souci de la raréfaction des ressources. « Ces changements climatiques contribuent à la recomposition de la société burkinabè en termes de dynamique de population ». Les traitements médiatiques devraient donc s’y consacrer pour montrer cette réalité, suggère-t-il.

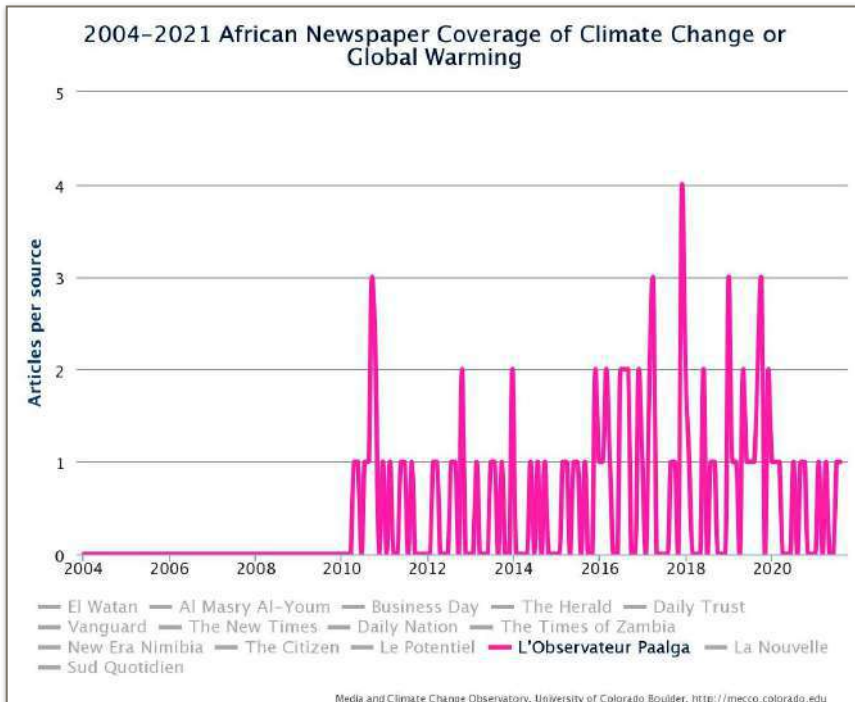


Figure 7 : Les données sur le traitement du changement climatique et le réchauffement de la planète par *L'Observateur Paalga*

Malgré une légère hausse des sujets sur le climat dans les médias ces 15 dernières années, selon les statistiques de *Media and Climate Change Observatory* (MeCCO), leur traitement en Afrique subsaharienne peine à être remarquable. En dix (10) années, soit de 2010 à 2020, le principale journal burkinabè, *L'Observateur Paalga*,

concerné par le monitoring de MeCCO¹⁹, a abordé la question du changement climatique et du réchauffement de la planète 91 fois, soit une moyenne de 0,69 par mois, à savoir moins d'un article par mois.

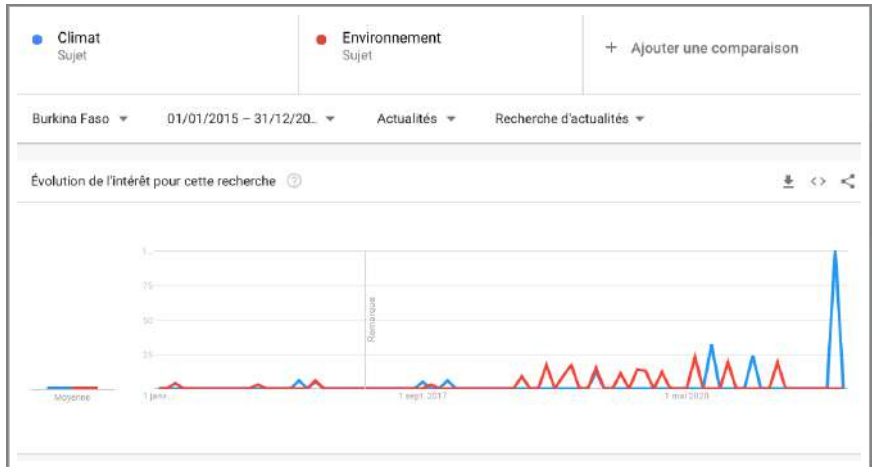


Figure 8 : Tendence de recherches et actualités sur Google sur les thématiques Climat et Environnement au Burkina Faso de 2015 à 2021

Cependant, sur la base d'une analyse des recherches avancées et paramétrées de 2015 à 2021 sur les moteurs de recherche Google et Bing, ainsi que l'observation des médias burkinabè à travers les données disponibles sur internet, on peut noter une légère hausse de la recherche et du traitement de l'information sur le sujet « Environnement » ou des questions connexes à partir de 2018. L'actualité et les traitements des informations concernent, entre autres, en grand nombre, Yacouba Sawadogo qui a été reconnu prix Nobel alternatif 2018

¹⁹ https://sciencepolicy.colorado.edu/icecaps/research/media_coverage/africa/index.html.

pour sa lutte contre l'avancée du désert ; et un traitement d'informations sur la crise de la forêt de Kua²⁰ à Bobo-Dioulasso. On y retrouve également des comptes-rendus de rencontres du ministère en charge de l'environnement.

Outre les entretiens et la recherche littéraire, afin de mieux étayer la thématique, notre étude a permis d'adresser un questionnaire (Annexe II) à 15 journalistes, appartenant à différents types et divers médias burkinabè, de manière aléatoire. Ils sont répartis comme suit : cinq (05) web-médias, quatre (04) presse-écrites, trois (03) radios et trois (03) télévisions.

● Radios ● Télévisions ● Presse-écrites ● Web-médias

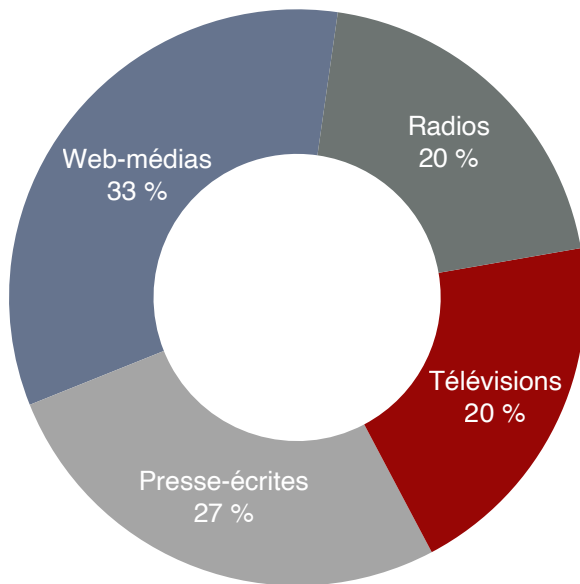


Figure 9 : Répartition des médias participants à l'enquête

²⁰ Kua est une forêt classée au Burkina Faso d'où est partie une crise, à la suite de sa déclassification par l'État burkinabè pour la construction d'un hôpital

1. Résultats du questionnaire

Les questions adressées aux journalistes dans le cadre de notre enquête ont porté essentiellement sur le traitement de l'information en rapport avec le climat et/ou l'environnement dans leurs médias respectifs. Il ressort des réponses, les graphiques et les résultats suivants :

- 73% des questionnés abordent les enjeux du changement climatique dans leur média contre 27% qui ne le font pas.

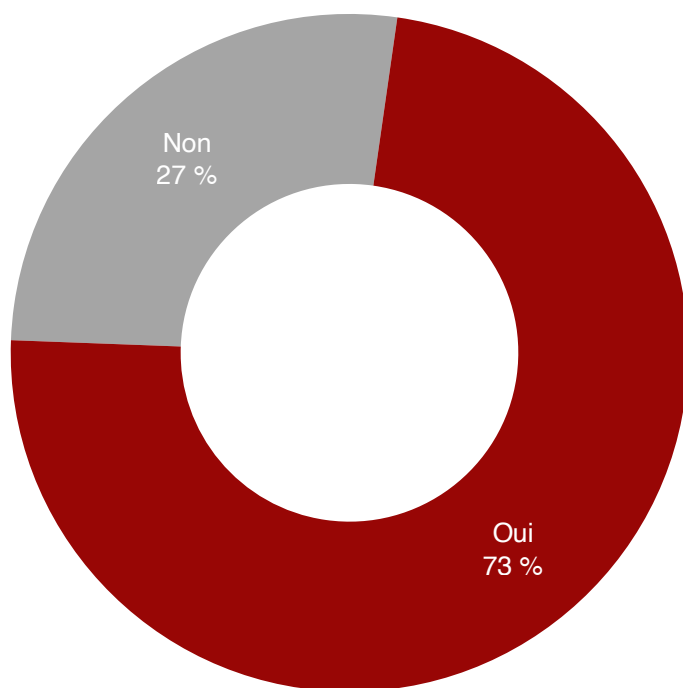


Figure 10 : Sujets sur les enjeux du changement climatique et/ou environnementaux

- Cependant, en ce qui concerne la fréquence dans laquelle ces sujets sont abordés par les médias, sur une échelle de 1 à 5, avec une notation de 1 pour « rare » et 5 pour « très fréquent », on a 100% des réponses qui se situent entre 1 et 3. Notamment plus de 50% qui ont répondu qu'ils ne traitaient que rarement du sujet.

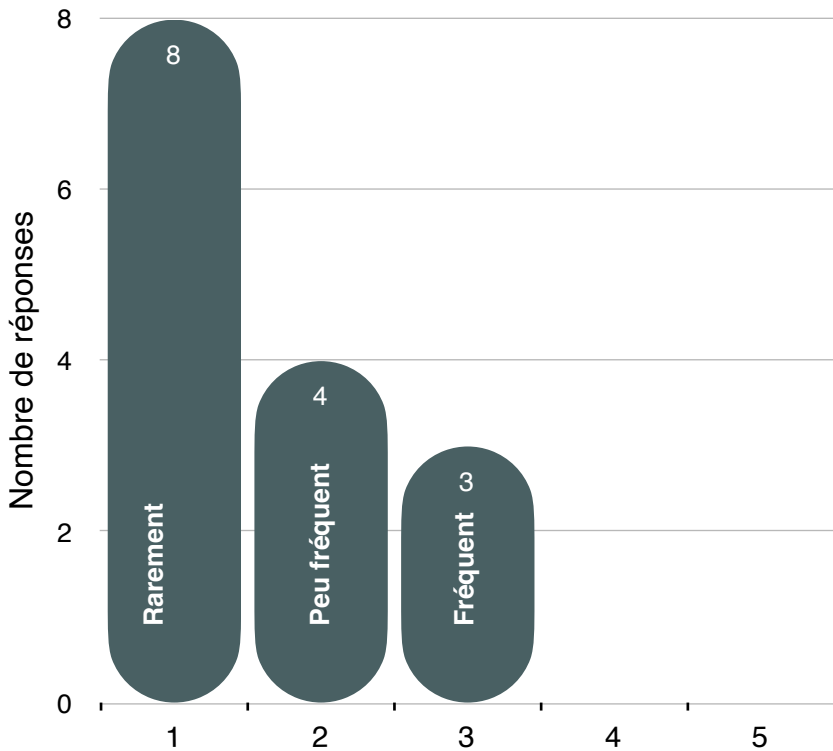


Figure 11 : Fréquence de traitement des sujets

- Dans les réponses enregistrées, 73% des médias ont indiqué qu'ils n'avaient pas une rubrique consacrée à l'environnement ou au climat dans leurs parutions ou dans leurs programmes.

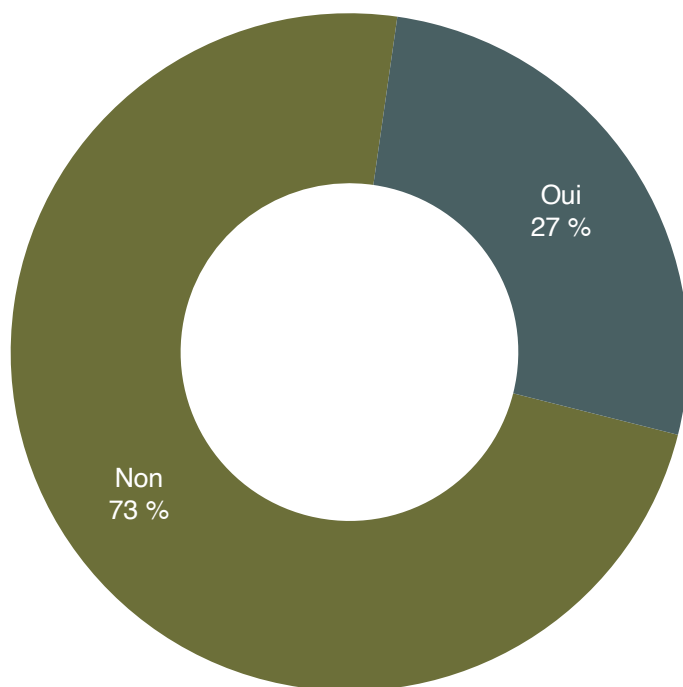


Figure 12 : Une rubrique consacrée à l'environnement ou au climat ?

- 93% des médias participants à l'enquête n'ont pas de journalistes spécialisés sur les questions du climat au sein de leur rédaction.

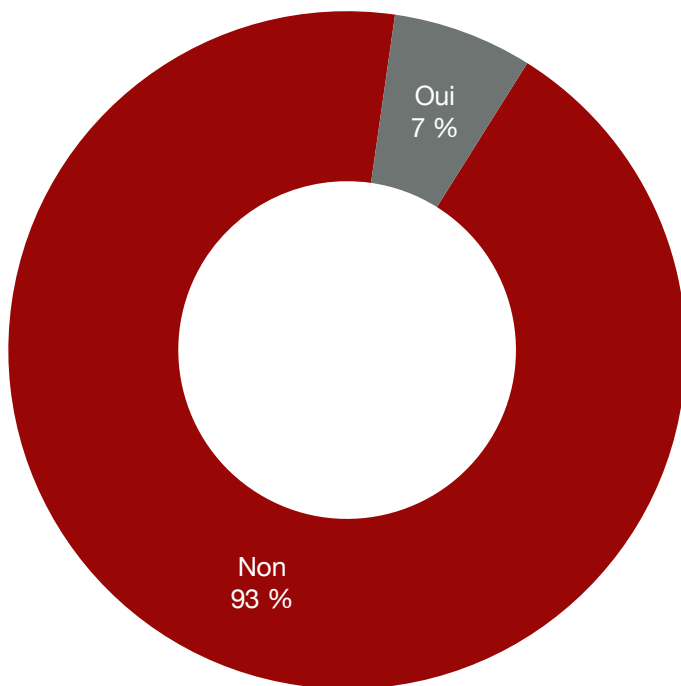


Figure 13 : Un journaliste spécialisé sur les questions du climat dans la rédaction ?

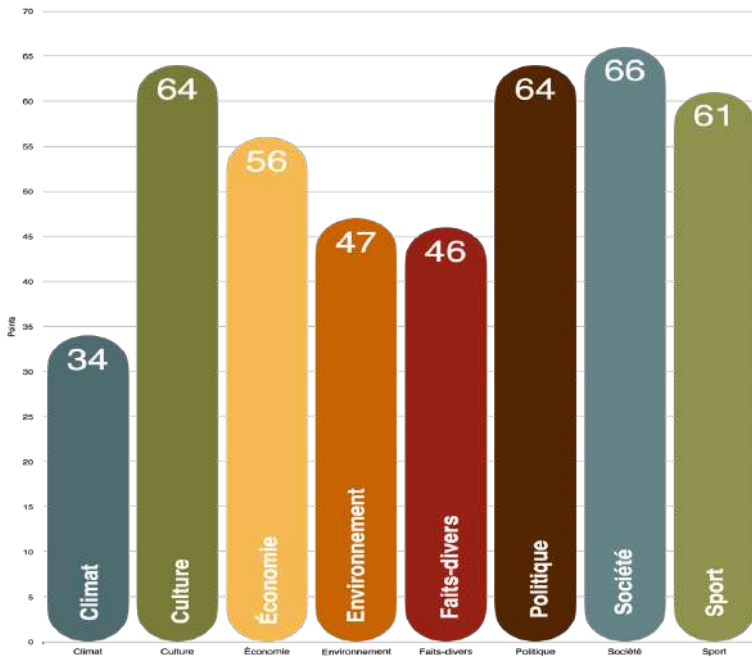


Figure 14 : Fréquence du traitement des thématiques dans les médias

- Sur un classement de 8 thèmes, suivant la fréquence dans laquelle ils sont proposés par les médias, le Climat et l'Environnement se classent respectivement en 8^e et 6^e place comparativement aux autres thèmes, selon les notes des personnes questionnées (1 : « Pas fréquent » ; 2 : « Très peu fréquent » ; 3 : « Moyennement fréquent » ; 4 : « Assez fréquent » ; 5 : « Très fréquent »). Pour le Climat qui se place en dernière position : 5 réponses ont mentionné « Pas fréquent », 6 « Très peu

fréquent », 5 « Moyennement fréquent » et 1 « Assez fréquent »).

2. Interprétation du questionnaire

Il ressort de l'analyse de l'ensemble des résultats que, quand bien même certains médias abordent les sujets sur les thèmes de l'environnement et / ou sur les enjeux climatiques, ils le font rarement.

- On a ainsi 73% des médias participants à l'enquête qui abordent ces thèmes contre 27% qui ne le font pas. Cependant, en ce qui concerne la fréquence dans laquelle ces sujets sont abordés par les médias, on peut noter qu'elle est très faible.
- Sur une échelle de 1 à 5, avec une notation de : 1 pour « rare » ; 2 « Peu fréquent » ; 3 « fréquent » ; 4 « Assez fréquent » et 5 pour « très fréquent » ; on a 100% des réponses qui se situent entre 1 et 3, à la question sur la fréquence du traitement des questions liées au climat.

Ce qui veut dire que plus de 50% des participants à l'enquête ne traite que rarement du thème « Climat ».

- Les résultats du questionnaire ont permis également de déterminer et de confirmer que très peu, voir quelques rares médias (27%), ont des rubriques ou des programmes dédiés aux

sujets de l'environnement et / ou du climat. Le reste, 73% n'a pas de rubriques consacrées à l'environnement ou aux enjeux du changement climatique dans leurs médias.

- Concernant la périodicité pour les 27% qui y consacrent leur traitement, 50% le font moins d'une fois par mois contre 1 à 3 fois par mois pour l'autre moitié.

Les participants à l'enquête justifient le fait de ne pas avoir de rubriques consacrées à ces thèmes par diverses raisons. Entre autres, nous pouvons retenir les réponses suivantes²¹:

- « Suspendue pour le moment, car celle qui animait l'émission est partie »
- « Non, parce que l'accent est plus mis sur les problèmes existentiels des jeunes, qui sont plus tournés vers les questions d'emploi et de santé. La problématique de l'environnement ne préoccupe pas trop les jeunes et même les décideurs. »
- « C'est au regard de la configuration des programmes de diffusion »
- « Nous avons intégré cela dans la rubrique actualités »

²¹ Ces réponses sont issues d'une question ouverte (numéro 12 du questionnaire en Annexe II)

- « Nous sommes un nouveau média »
- « Nous traitons rarement les sujets en rapport avec ces thématiques parce que le sujet semble ne pas intéresser les journalistes et même le public »
- « On est en phase de réflexion sur la mise en place de cette rubrique »
- « Il s'agit d'un média institutionnel »
- « Problème de disponibilité des ressources humaines pour pérenniser la rubrique »
- « Cette rubrique n'existe pas encore. Nous en parlons dans la rubrique «Parlons-en» ou «Actu Sciences» selon l'angle de traitement de l'information (vulgarisation de résultats de recherche, reportage d'initiative personnelle, etc.) »

Au regard des réponses fournies lors de l'enquête avec les médias et celles des populations lors des entretiens, on constate un gap entre les besoins et l'offre, en matière d'informations sur les enjeux du climat et les sujets environnementaux.

Aussi, un des points très remarquable des résultats de notre questionnaire concerne les réponses sur l'existence ou non d'un journaliste spécialisé sur les questions du climat dans les médias. On note que 93% des médias

participants disent n'avoir pas de journaliste spécialiste sur le climat dans leur rédaction. Ce qui confirme ainsi le problème des ressources humaines qualifiées pour répondre aux besoins d'informations des populations.

L'ensemble des réponses démontre qu'aucun média participant au questionnaire ne traite assez fréquemment des sujets sur l'environnement ou les enjeux climatiques. Même s'il est prouvé à travers nos observations, les différentes analyses et les avis de certains experts, qu'ils sont d'une importance capitale pour les populations, l'accès à l'information climatique, les mécanismes d'adaptation et les questions environnementales sont loin d'être une grande réalité dans les médias burkinabè. Pourtant, seules des populations au fait de ces thématiques peuvent interagir et prendre des décisions éclairées pour y faire face.

3. Quelques initiatives médias

On note l'existence par intermittence d'initiatives traitant des questions du climat et porter par des organisations médias internationales. Entre autres, on peut citer les activités de la Fondation Hironnelle au Burkina Faso et quelques projets de CFI Développement Médias.

- Le programme de Studio Yafa

La Fondation Hironnelle à travers son projet Studio Yafa au Burkina Faso, a créé en 2021, un programme consacré à l'environnement et aux questions climatiques.

En effet, avec les autres projets de la Fondation Hirondelle en Afrique de l’Ouest, Studio Yafa a démarré concomitamment en juin 2021 la production d’émissions dédiées aux questions environnementales. Il s’agit d’un rendez-vous mensuel intégré au sein de leurs programmes jeunes, afin d’informer et de mobiliser cette frange de la population sur ces questions.

« Ce rendez-vous est composé d’un magazine suivi d’un forum sur un sujet en particulier. En plus du magazine et du forum audio, ce programme propose également des sujets vidéos pour diffusion sur le web et les réseaux sociaux. L’idée est d’aborder la même problématique et ses conséquences sous l’angle de la jeunesse et sous forme multimédia. Les contenus mettent l’accent sur les préoccupations, les besoins et les attentes des jeunes affectés par le changement climatique, et d’y apporter des réponses, d’une part en vulgarisant les recherches et les avancées scientifiques, et d’autre part en promouvant les solutions, les innovations et les initiatives locales »²².

- Afri’Kibaaru

Débuté en décembre 2020, Afri’Kibaaru est mis en œuvre par CFI Développement Médias. Ce projet qui concerne six pays du Sahel a pour but de sensibiliser et de former des professionnels de médias du Burkina Faso aux

²² <https://www.hirondelle.org/fr/notre-actualite/1492-s-informer-et-s-adapter-face-au-changement-climatique-au-sahel-nos-nouvelles-co-productions-mali-niger-burkina>

Objectifs de développement durable (ODD) dont un des points clés concerne les enjeux du changement climatique.

Si dans l'ensemble, ces initiatives sont salutaires elles restent limitées dans le temps et ne garantissent pas une continuité de l'information sur le climat en dehors de ces projets. Aussi, on peut noter le peu, voir l'absence, de projets médias sur les enjeux climatiques portés par des institutions nationales.

En somme, on peut dire que les questions climatiques et environnementales paraissent très centralisées dans les organisations spécialisées sur ces sujets. Elles sont beaucoup moins dans les médias et ne tiennent pas compte du quotidien et des besoins d'information des populations.

DEUXIÈME PARTIE

**DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR
L'INFORMATION CLIMATIQUE AU
BURKINA FASO**

Chapitre I

Les défis liés au traitement de l'information climatique

De nombreux analystes et experts des questions du climat estiment que les pays du sud seront probablement les plus impactés par les conséquences du changement climatique. En effet, plusieurs régions du monde, dont le Sahel, où se trouve le Burkina Faso, connaissent déjà des mutations considérables dont des climats les plus extrêmes et les plus variables du globe.

Des sécheresses et des inondations peuvent survenir à quelques mois d'intervalle et, selon l'ONG OXFAM, un tiers de la population africaine vivrait déjà dans des régions qui souffrent de sécheresses récurrentes. Ces pays en Afrique subsaharienne, notamment ceux du Sahel sont donc confrontés à d'énormes défis internes qui sont, entre autres, l'adaptation des méthodes et pratiques agricoles face au changement climatique, la bonne gestion des terres agro-pastorales liée à cette conjoncture et la maîtrise de l'information climatique.

Au Burkina Faso, avec une économie nationale axée sur le secteur agricole, sur l'élevage et sur l'exploitation des ressources naturelles, la vulnérabilité du pays au changement climatique n'est plus à démontrer. Et, il est tout aussi démontré que le besoin en information sur le climat et ses enjeux existe grandement au sein des populations. Car, seuls des individus informés des enjeux du changement du climat et de leurs impacts environnementaux peuvent prendre des décisions appropriées pour une meilleure adaptation.

Pour y parvenir, cela passe par une proposition d'informations fiables, accessibles et attractives par les systèmes d'information et les médias (radios, télévision, presse-écrite, web-médias, ...) aux populations, pour qu'elles puissent appréhender tous les défis afin de pouvoir s'inscrire dans une dynamique de développement durable qui prend en compte les réalités du changement climatique.

Cependant, le Burkina Faso est un pays à faible revenu qui fait face à de nombreux défis en matière de traitement de l'information climatique. Ainsi, la faible couverture des questions climatiques par les médias burkinabè se justifie par plusieurs raisons, notamment le manque de ressources à plusieurs niveaux.

I. Les aspects techniques et matériels

Les défis techniques et matériels sont nombreux et nous ne pourrions que répertorier les plus importants dans le contexte actuel. En effet, le manque d'infrastructures et l'accès limité à la technologie constituent les premiers grands freins pour rendre disponible et diffuser les informations sur le climat.

Car, il faut noter que le Burkina Faso dispose de peu de ressources pour mettre en place des systèmes de collecte et de traitement de l'information climatique. Les systèmes existants sont souvent vieux et peu fiables. Toute chose qui se justifie par le manque criard de moyens et d'infrastructures. Ce qui induit les difficultés :

- Pour surveiller et évaluer les effets des changements climatiques sur les écosystèmes;
- Pour diffuser l'information vers les populations locales qui ne sont pas toujours conscientes des risques climatiques;
- Pour préparer et adapter les populations locales aux changements climatiques, car elles

manquent souvent de connaissances et de compétences pour comprendre et s'adapter aux changements climatiques.

Aussi, il y a une faible capacité de gestion des données car, les quelques rares qui existent sont souvent stockées sur des supports physiques qui peuvent être difficiles à accéder et à analyser. Le manque de moyens techniques pour mettre en œuvre des technologies innovantes est aussi une réelle limite.

On peut noter également la mauvaise qualité des données climatiques. Car celles-ci, lorsqu'elles sont disponibles, sont souvent incomplètes et non actualisées. Ce qui rend difficile le traitement de l'information climatique. Enfin, on peut évoquer les difficultés liées à une absence de chaîne de communication de ces données, notamment leur transmission aux populations locales et aux décideurs.

II. Les contraintes politiques et financières

En effet, on peut affirmer que le Burkina Faso manque de moyens pour mettre en œuvre des politiques et des programmes pour lutter et s'adapter efficacement aux changements climatiques.

Les politiques et les programmes existants sont souvent désuètes et peu efficaces. Et, cela peut s'expliquer par la faible capacité de financement des projets et des programmes liés aux changements climatiques. Les

sources de financement sont, soient limitées, soient inexistantes.

Quant aux contraintes politiques, elles se focalisent fondamentalement autour des points suivants :

- L'insuffisance de recherches, car le pays manque de dynamique pour mener un grand développement de chercheurs exclusivement sur le changement climatique ;
- Le manque de canaux et de circuits de partage des connaissances. À savoir l'absence de mécanismes et d'institutions permettant la diffusion de masse des connaissances et des savoirs ;
- La faible capacité de coordination des efforts des différents acteurs impliqués dans la lutte contre les changements climatiques. Car les mécanismes et/ou institutions de coordination sont souvent inexistantes ou méconnus, peu nombreux ou manque d'efficacité.
- L'absence de système de vulgarisation dans la gestion des risques afin de pouvoir faire face et atténuer les impacts du changement climatique. Les systèmes de gestion des risques existants sont obsolètes et non adaptés ;
- La faible capacité de prévention des catastrophes qui se justifie par le manque de

moyens pour prévenir et atténuer les catastrophes liées aux changements climatiques.

III. Les ressources humaines et leurs compétences

La difficulté à communiquer sur le climat réside également dans le manque de compétences et de ressources humaines qualifiées, à tous les niveaux pour aborder ces informations de manière claire et accessible. L'absence de personnel averti dans les médias pour couvrir ces sujets de manière approfondie et objective.

En effet, la faible capacité à relier les enjeux climatiques dans le traitement de l'information, aux questions sociales et politiques est un grand défi. Il est possible de dire, à la suite de notre recherche, que les médias burkinabè manquent de compétences et de ressources humaines dans les domaines clés des changements climatiques. Ce qui limite leur capacité à informer les populations sur les enjeux et surtout à entrevoir les liens directs avec les questions de développement durable.

Les défis pour les médias seront donc d'arriver :

- À sensibiliser les populations afin qu'elles soient informées sur les questions climatiques et leurs impacts sur leur vie quotidienne. Ce qui améliorera leur capacité à comprendre et à agir;

- À promouvoir les initiatives, les solutions et à encourager les populations d'agir sur les questions climatiques;
- À relier les informations aux questions de justice climatique pour informer les populations sur les enjeux et leurs impacts sur l'équilibre social;
- À promouvoir des politiques climatiques afin d'encourager les populations à agir pour influencer les décideurs.

Aussi, les données climatiques sont souvent difficiles à être interpréter et à être utiliser pour prendre des décisions car les décideurs manquent parfois de connaissances et de compétences pour analyser et utiliser ces données.

IV. Synthèse des défis liés au traitement de l'information climatique

Au vu des résultats de notre recherche et de nos observations de terrain, on peut estimer que les sujets sur le climat et l'environnement sont plus centralisés dans des communications entres institutions et lors de manifestations ponctuelles et des conférences. Ceux-ci ne tiennent principalement pas compte des réalités et des besoins des populations en matière d'information. Cela s'accroît avec l'insuffisance de traitement de l'information climatique dans les médias

Cependant, pour un pays comme le Burkina Faso où l'essentiel des habitants tirent leurs ressources de la nature ; l'accès à l'information climatique est fondamental, voir même crucial pour faire face à la pauvreté.

Les médias et les systèmes d'information doivent s'efforcer de faire prendre conscience de l'importance du changement climatique et de ses effets sur le pays. En outre, ils peuvent s'engager auprès de toutes les communautés afin de s'assurer que leurs voix sont entendues et que leurs préoccupations sont prises en compte. En somme, les médias ont pour rôle central de promouvoir davantage des pratiques et des politiques respectueuses du climat.

Chapitre II

Perspectives et potentielles solutions

Les potentielles solutions au traitement de l'information climatique au Burkina Faso pourraient essentiellement comprendre le renforcement des capacités des différents acteurs, aussi bien des médias, de la société civile que les décideurs. À cela devrait s'ajouter l'amélioration des systèmes d'information et de recherche et l'utilisation de technologies de l'information et de la communication pour améliorer l'accès à la connaissance, aux données et aux politiques climatiques. Afin d'y arriver, tout cela nécessite plusieurs initiatives transversales et spécifiques.

I. Les initiatives gouvernementales

Des initiatives gouvernementales pourraient inclure des programmes de sensibilisation et de formation pour les journalistes, les acteurs de l'information, les agriculteurs et les autres décideurs du secteur agricole. Ainsi que des programmes de recherche et de développement qui pourraient être développés afin d'améliorer la précision des données climatiques et leur accessibilité.

Ces initiatives pourraient aussi inclure des programmes de financement pour soutenir les journalistes dans la recherche et le développement de médias spécialisés. Ce qui est nécessaire pour améliorer la qualité et l'utilisation des données climatiques et pour développer des solutions d'informations innovantes, afin de donner une réponse aux défis climatiques auxquels le Burkina Faso est confronté.

D'autres solutions potentielles pourraient comprendre l'amélioration des systèmes de surveillance et de prévision météorologiques. Mais aussi, le développement de stratégies de gestion des risques climatiques, l'amélioration des systèmes de gestion des données climatiques, l'utilisation de modèles climatiques pour prévoir les impacts à long terme, et le développement de programmes de sensibilisation et d'éducation pour l'amélioration des capacités des acteurs locaux.

II. L'investissement du secteur privé et de la société civile

La société civile et le secteur privé ont également d'importants rôles à jouer. En effet, pour contribuer à développer un meilleur accès à l'information, les perspectives pourraient inclure des partenariats entre les médias et les organisations de la société civile ou du secteur privé pour un partage de ressources, afin de promouvoir une meilleure compréhension et un meilleur traitement de l'information climatique.

Ces initiatives privées pourraient prendre en compte également des partenariats entre les entreprises et les organisations non gouvernementales pour fournir des informations climatiques et des services connexes aux agriculteurs et aux autres acteurs du secteur agricole.

Des contributions sur le plan technologique du secteur privé pourraient concerner des programmes de développement d'outils et d'innovations pour faciliter le traitement et l'utilisation des données climatiques.

Ces solutions pourraient aussi se décliner à travers des initiatives de financement pour soutenir les médias, les entreprises et les organisations qui fournissent des informations climatiques.

Quant à l'apport communautaire, il pourrait se focaliser davantage sur des systèmes et programmes de formation entre pairs et de vulgarisation des connaissances. Des solutions pourraient également venir des programmes de

financement participatif pour soutenir des initiatives de recherche et de développement afin d'améliorer la justesse des données climatiques et leur accessibilité.

III. L'aide et la coopération internationale

Des solutions internationales pourraient se focaliser davantage sur des programmes de financement pour soutenir les initiatives nationales et communautaires. Ainsi que des programmes de recherche et de développement, afin de contribuer à améliorer la précision des données climatiques et leur accessibilité. Cela pourrait également inclure des programmes de coopération entre les pays, pour partager des informations et des technologies.

Il serait aussi, une belle perspective que la coopération au développement mette plus l'accent et élargisse des initiatives comme le projet TAT à d'autres régions du Burkina Faso afin de toucher plus de populations. Cela permettra d'impliquer plus de médias dans la mise en œuvre. Toute chose qui pourrait offrir une opportunité de formation sur les enjeux climatiques et environnementaux pour les journalistes et créer des mécanismes d'habituation au traitement des informations sur le climat et l'environnement pour l'ensemble des médias participants.

IV. Perspectives sous l'angle des médias et des systèmes d'information

Pour améliorer l'information climatique auprès des populations au Burkina Faso, les médias doivent s'attacher

à fournir des informations précises et actualisées sur les enjeux du climat et ses impacts.

Comme perspectives, les médias peuvent s'engager:

- À aborder les sujets en reliant les informations climatiques aux questions politiques et de société, pour informer les populations sur les enjeux et les impacts sur leur vie.
- À promouvoir une plus grande diversité dans leurs sources d'information, en s'assurant que les points de vue des différents groupes et communautés sont pris en compte et représentés.
- À couvrir des histoires sur les initiatives locales et les efforts des citoyens pour réduire leur empreinte carbone et améliorer leur environnement. Aussi, mettre en lumière les progrès réalisés par certaines collectivités et entreprises pour réduire leurs émissions et leurs impacts environnementaux afin de susciter des engouements.
- À couvrir les débats et communication sur les politiques environnementales, les technologies propres et les solutions à long terme qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre et les autres impacts négatifs sur l'environnement.

- À aborder des sujets tels que la santé et la sécurité des populations, la biodiversité et la protection des écosystèmes, et leurs liens à l'adaptation et à l'atténuation des changements climatiques.
- À promouvoir une plus grande transparence et à encourager le financement d'initiatives communautaires et nationales.

Les perspectives et stratégies visant à améliorer l'accès aux informations climatiques comprennent également l'amélioration de l'accès à des données et à des informations fiables, l'élaboration de matériel éducatif sur le climat, ainsi que la formation et le renforcement des capacités des parties prenantes. En outre, il est important de veiller à ce que les informations climatiques soient accessibles partout, surtout auprès des populations vulnérables. Enfin, il est important de s'assurer que ces informations climatiques sont communiquées d'une manière compréhensible et exploitable.

TROISIÈME PARTIE

**L'APPORT DE « TRANSMISSION
AIR ET TERRE »**

Contexte et justification du projet

« Transmission Air et Terre » (TAT) est un programme d'information agricole et environnementale de la GIZ au Burkina Faso, dans le cadre de son Projet Centre d'innovation verte (ProCIV)²³. TAT se concentre sur les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest du Burkina Faso, qui sont aussi les zones d'intervention du ProCIV. Le choix de ces régions revient à leur place dans l'agriculture et leur nature de poumon environnemental du pays. Il s'agissait aussi pour leurs besoins en matière d'innovation, d'informations et d'opportunités. Dans sa mission, TAT vise à renforcer les capacités des populations, particulièrement celles des agriculteurs à travers des programmes informatifs. Le programme TAT a deux volets que sont :

- La composante production et diffusion radiophonique
- La composante installation et utilisation des Pocket FM

TAT a été pensé, proposé et mis en œuvre par *Media in Cooperation and Transition (MICT)*. En effet, MICT est une organisation à but non lucratif basée à Berlin (Allemagne) qui élabore, coordonne et/ou met en œuvre des projets de développement dans plusieurs pays du monde.

²³ L'objectif du ProCIV est d'améliorer l'identification et la mise en œuvre d'innovations le long de la chaîne de valeur agricole. <https://www.giz.de/en/worldwide/32853.html>

Les activités de MICT comprennent la formation de journalistes et de producteurs de médias, le développement de programmes et de contenus dont la production radiophonique et de films, la publication de magazines et de livres, ainsi que la recherche et le suivi des médias. Une grande partie des activités de MICT concerne des régions en crise.

Dans la mise en œuvre du projet TAT, MICT a pour mission d'aider les exploitants agricoles dans les zones d'intervention du ProCIV à s'adapter aux changements climatiques et environnementaux à travers :

- Un accès amélioré et ciblé à des programmes radiophoniques professionnels et pertinents ;
- Un accès amélioré et ciblé à des formats d'information et d'échanges multimédia innovants ;
- L'amélioration de leurs connaissances et leur compréhension des innovations et des approches pertinentes promues par le ProCIV.

TAT permet donc aux populations rurales de recevoir des informations agricoles et environnementales pertinentes par le biais de la radio et sur leurs smartphones à travers une plateforme créée spécifiquement grâce à la technologie Pocket FM.

Chapitre I

Production et diffusion radiophonique du projet TAT

Pour la composante production et diffusion radiophonique, le projet « Transmission Air et Terre » (TAT) a travaillé avec trois radios partenaires. Situées dans des régions principalement agricoles, les radios partenaires du projet TAT ont abordé donc des sujets qui sont, d'une part, liés à l'agriculture, et d'autre, touchent des thématiques environnementales et du changement climatique, mais aussi d'importance économiques et sociales. Ces émissions ont été produites principalement dans les langues locales des populations.

I. Le travail éditorial

Ce volet a concerné la formation, le suivi et le management des équipes de production dédiées au sein de chaque radio partenaire. Le choix des radios s'est fait à la suite d'un appel à candidature qui a pris en compte, entre autres, le type de radio, la zone géographique couverte, la ligne éditoriale, le personnel de la rédaction et les langues utilisées.

1. Les radios partenaires du projet

Dans sa première phase TAT a travaillé avec trois radios communautaires que sont : Radio Bama-Pilé, Radio Munyu et Radio Salaki. Ces radios partenaires se sont chargées de la composante production radiophonique, de juillet 2020 à juillet 2021. Diffusant principalement pour le monde rural, ces médias sont également situés dans des zones à forts potentiels agricoles et environnementaux.

- **Radio Bama-Pilé**

Cette radio est située dans la région des Hauts-Bassins, en campagne, au cœur de la plaine agricole de la commune de Bama. Créée en 2009 grâce au soutien de la coopération décentralisée du département de la Haute-Vienne en France, c'est une radio communautaire émettant sur la fréquence FM 97.1. Elle couvre un rayon de 70-100 kilomètres avec un émetteur d'une puissance de 1000 Watts. Sa zone de couverture est principalement le monde rural, où elle diffuse des programmes qui sont adaptés aux populations.

- **Radio Munyu**

La Radio Munyu, « La voix de la femme », est située dans la région des Cascades, à Banfora chef-lieu de la région. C'est une radio communautaire de proximité, créée en 2001 par l'association féminine Munyu. À la base, ce média a été initié pour résoudre le problème d'information des femmes et favoriser la communication des membres de l'association, forte de plus de 10.000 membres, repartis entre les provinces de la Léraba, de la Comoé et du Kéné Dougou. Avec un émetteur de 500 Watts, elle émet sur la fréquence 95.2 FM dans un rayon de 95 kilomètres.

- **Radio Salaki**

Radio Salaki a été créée par une association, du même nom en décembre 2007. Elle est implantée à Dédougou, dans la région de la Boucle du Mouhoun. Radio Salaki émet sur la fréquence 100.1 FM. Selon les premiers responsables de la radio, elle a été créée pour répondre à un besoin d'informations, de formation et d'animation de la population de la région de la Boucle du Mouhoun. Radio Salaki a pour public cible les populations rurales, avec pour mission de favoriser le développement durable. Son émetteur de 1000 Watts couvre un rayon de 100 kilomètres.

BURKINA FASO

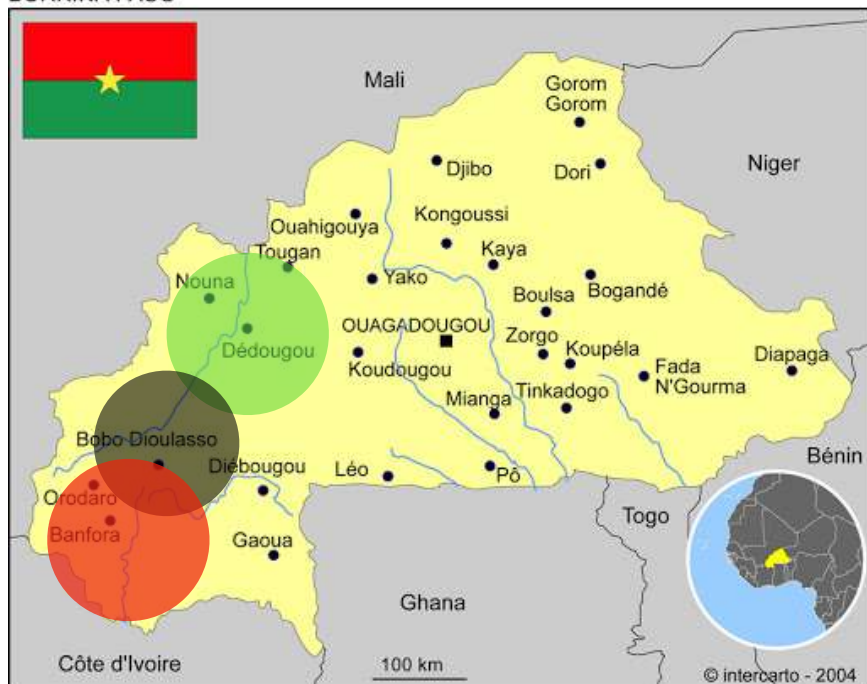


Figure 15 : Zones de couverture des radios partenaires du projet TAT



Zone de couverture de la radio Salaki dans la région de la Boucle du Mouhoun



Zone de couverture de la radio Bama Pilé dans la région des Hauts-Bassins



Zone de couverture de la radio Munyu dans la région des Cascades

2. Le travail des équipes

Afin d'être en phase avec les besoins des populations et répondre aux objectifs du ProCIV, l'équipe éditoriale du projet TAT a mené des réunions de cadrages afin d'identifier les grandes catégories autour desquelles les thèmes de productions radiophoniques seront développés. Ainsi, le choix a été porté sur les rubriques : Bonnes pratiques / Environnement, Innovation, Société et Entrepreneuriat. Il faut rappeler que toutes ces rubriques dans le traitement de l'information devaient avoir pour ancrage et pour point central l'agriculture et/ou l'environnement.

À la suite, des conférences éditoriales ont permis de rencontrer les différentes équipes au sein de chaque radio partenaire. Chaque média a ainsi dédié une équipe de 4 à 5 personnes pour travailler sur le projet et s'occuper de la production des émissions de TAT.

Des formations en journalisme radiophonique ainsi qu'en journalisme constructif ont permis d'aborder plusieurs importants angles de travail et de décider sur les grandes thématiques de production pour chaque radio. En consultation avec le responsable éditorial, chaque radio a traité une thématique par mois. Sous chaque thématique, 6-7 programmes radios (émissions, reportages, magazines...) étaient produits et diffusés.

Même si dans l'ensemble les thématiques étaient sensiblement similaires pour chaque radio, elles variaient d'un média à l'autre suivant la période. Par exemple, Radio

Salaki a travaillé dans le mois de septembre 2020 sur les biotechnologies agricoles, tandis que Radio Bama et Radio Munyu se sont concentrées respectivement, le même mois, sur la gestion de l'eau dans la culture du riz ; et le lien entre l'agriculture et l'environnement.

Les radios partenaires du projet ont abordé des sujets qui sont, d'une part, liés à l'agriculture, et d'autre, touchent des thématiques écologiques et environnementales, mais aussi d'importance économiques et sociales. L'accès des terres aux femmes et leurs rôles dans la préservation de l'environnement, l'orpaillage et l'impact écologique des intrants agricoles, sont autant d'exemples de sujets qui ont également été traités par les radios de TAT.



Figure 16 : Le directeur de Radio Bama-Pilè, s'entretenant avec le Conseil Villageois de Développement (CVD), les représentants d'organisations paysannes (OP) et de coopératives

3. Les productions

En 12 mois de collaboration avec les radios, 260 émissions, reportages, magazines... ont été produits et diffusés par l'ensemble des 03 radios partenaires ; pour un total de 240 programmes qui étaient attendu par le projet. Ce qui fait un taux de réalisation de 108,33%. Au cours de la même période, 37 grands thèmes sur l'environnement, l'agriculture et des sujets connexes ont été abordés, avec plus d'un millier d'interventions (directes et indirectes) de personnes et de structures diverses (administration publique, techniciens de l'environnement et de l'agriculture, organisations paysannes, chercheurs, experts, etc.) dans la réalisation de ces différents programmes.

- **Diversité des langues**

Chaque radio a produit des émissions et programmes, au moins, en 03 langues. Ainsi, on a :

- Radio Bama : mooré, dioula, français
- Radio Munyu : dioula, français, cèrma,
- Radio Salaki : mooré, dioula, bwamu, dafin et français.

Le dioula est la langue qui a prévalu eu égard à la zone d'intervention du projet. Car on note que c'est la langue qui y est la plus couramment parlée par les populations.

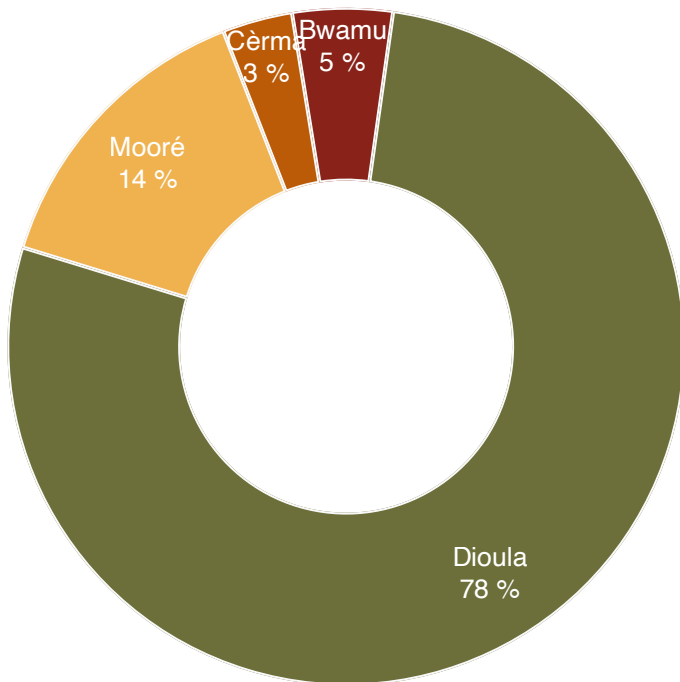


Figure 17 : Proportion des langues dans les programmes et émissions de TAT

- **Interactivité**

Le premier trimestre de la mise en œuvre a permis de faire une évaluation de l'attente des auditeurs. Cela a démontré un besoin d'interaction de la part des populations. Les journalistes des équipes TAT des radios partenaires ont ainsi pris en compte ces analyses pour impliquer plus d'interactivités dans les productions. On a donc pu noter une croissance de ce type de programme, notamment les réalisations d'émissions interactives dans les villages et en direct à la radio, permettant aux auditeurs d'appeler et d'interagir avec des experts ou des

techniciens. L'interactivité a été un élément essentiel dans les productions des émissions dans le cadre de « Transmission Air et Terre ». Avec des thématiques qui changent mensuellement, les radios TAT ont produit des programmes de 15 à 30 minutes de formats divers, comme des reportages, des magazines, mais aussi des émissions interactives et des tables rondes (pouvant atteindre 1 heure) ou encore des visites de terrains.

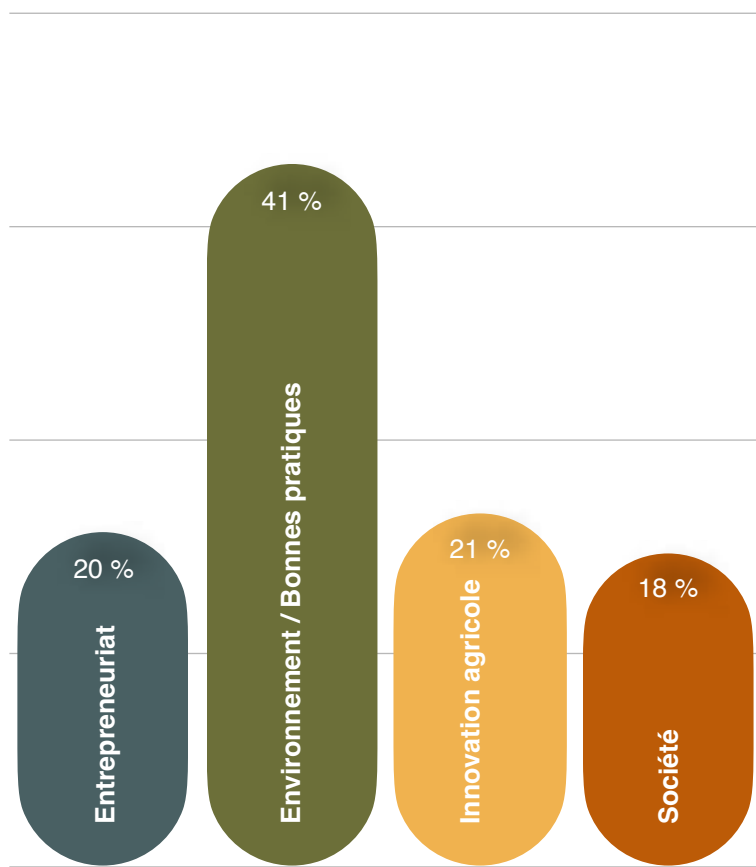


Figure 18 : Ensemble des productions radiophoniques par rubrique

Suivant les quatre (04) grandes rubriques, sur 260 productions, 107 soit 41 % des émissions se sont focalisées sur l'environnement et les bonnes pratiques, avec des sujets, entre autres, sur l'utilisation des pesticides, comment réussir son compostage bio, ou encore comment garder un environnement sain pour des productions saines. Il faut noter que cette catégorie est transversale et on retrouve des sujets de bonnes pratiques environnementales dans des rubriques comme innovation agricole ou entrepreneuriat.

II. L'apport de « Transmission Air et Terre »

Afin de connaître l'impact des émissions sur l'auditoire, mais aussi sur les parties prenantes dans les régions du projet, notamment les organisations paysannes, des questionnaires étaient administrés par les radios afin de faire des feed-back lors des réunions avec le responsable éditorial. Aussi, nos visites de terrains ont permis de mener plusieurs entretiens, avec les journalistes participants au projet, des travailleurs du ProCIV, des représentants d'organisations paysannes, des chercheurs, etc.

1. L'impact sur les radios

Lors des échanges et des interviews d'évaluations, les radios partenaires ont estimé que le contenu éditorial a été assez riche tout au long de la mise en œuvre des activités de productions.

Les évaluations de leur travail ont permis de poser des questions concernant les thèmes abordés et l'apport de TAT pour les radios et les journalistes eux-mêmes. 75 % des participants dans l'évaluation sur les thématiques du projet TAT ont trouvé qu'ils sont pertinents, « Très bien » avec une note égale à 5/5 (4 étant la note pour Bien et 5 pour Très Bien). Le reste des participants 25 %, ont trouvé les thématiques « Bien » (note 4/5).

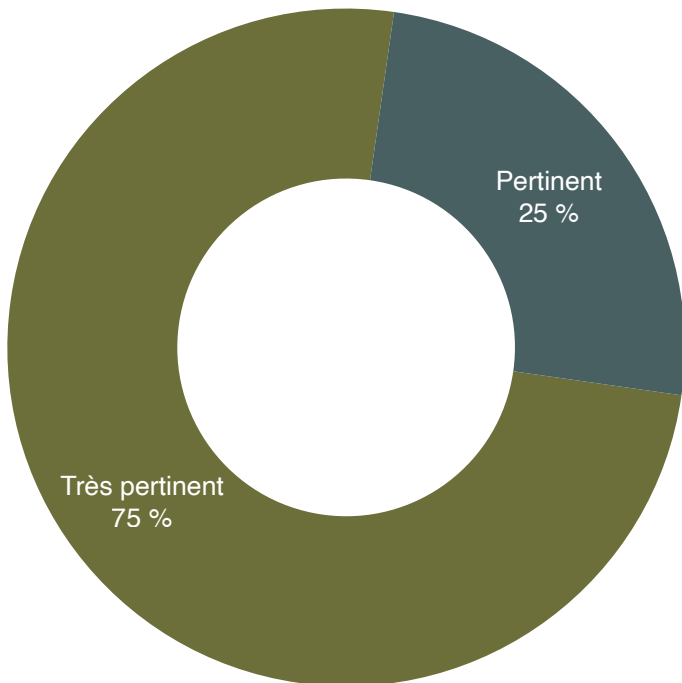


Figure 19 : Appréciation des thèmes abordés par les productions

Concernant l'apport du projet dans leurs compréhensions sur les questions environnementales et du climat, 95% des journalistes de TAT ont confirmé avoir appris de nouvelles choses. Le reste des participants, à savoir 5%, quant à eux, ont répondu avoir renforcé des connaissances préexistantes.

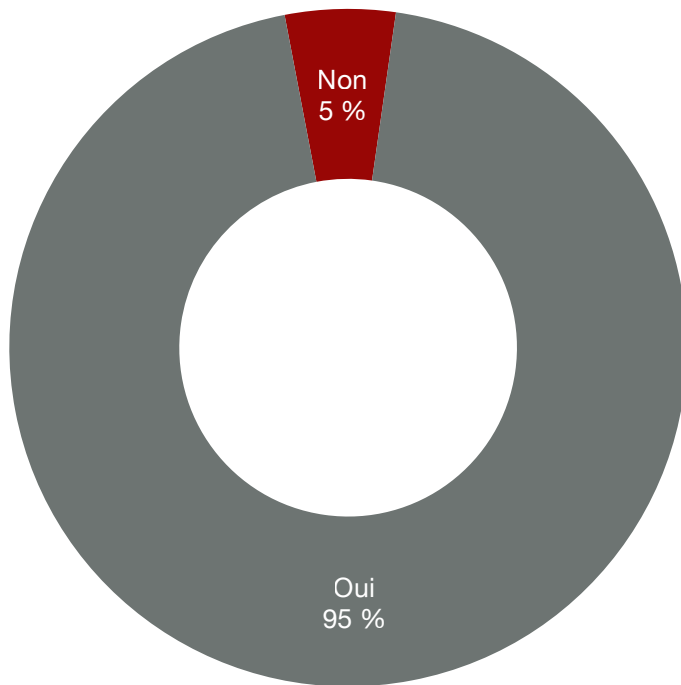


Figure 20 : Avez-vous appris de nouvelles choses sur les questions du climat / environnement ?

Avec le responsable éditorial de MICT, des conférences de rédaction hebdomadaires étaient organisées. Elles ont permis d'adapter et d'enrichir leurs méthodes de travail et de se conformer au programme suivant l'évolution de la saison agricole. Les journalistes ont salué le concept de mind-mapping qu'ils ont appris durant les échanges

hebdomadaires, pour la recherche des sujets. Cela est très intéressant, et ils souhaiteraient avoir des séances de formations spécifiques sur ces techniques pour mieux élaborer des thèmes et des sujets dans leurs productions de programmes au quotidien. Aux dires des participants, c'est la première fois dans le cadre d'un projet qu'ils ont eu cette méthode de travail qui a été très bénéfique pour eux.

Pour le rédacteur en chef de la Radio Salaki, Grégoire Zongo « C'était un succès pour la radio car des thématiques assez spécifiques ont été traitées grâce à TAT. Le programme a permis progressivement de jauger les connaissances des journalistes et de les renforcer. L'interaction a été aussi plus développée grâce au programme TAT, ce qui a donné un plus grand impact des émissions sur les populations. TAT a également permis d'enrichir la grille de programme de la radio et de toucher d'autres langues que le dioula et le mooré, qui étaient les langues de base²⁴».

Les feedbacks des auditeurs ont aussi été d'un grand apport dans le processus de production. Cela a surtout permis d'accroître une participation des auditeurs aux programmes de leurs radios respectives.

²⁴ Entretien d'évaluation des programmes de TAT à Bobo-Dioulasso

2. L'impact sur les populations

À Bama, lors des entretiens, le Conseil villageois de développement (CVD), les représentants d'Organisations paysannes (OP) et de coopératives ont indiqué que les émissions et les programmes de TAT qui existent maintenant sur l'agriculture et l'environnement contribuent à la sensibilisation sur les problèmes que vit la plaine agricole de Bama. Aussi, quand ils ont l'occasion de parler à la radio dans ce programme, « cela crédibilise nos opinions et donne plus de valeurs aux messages de sensibilisation. Nous saluons donc cette initiative de TAT », explique le responsable du CVD.

Le Pr Vinssou Millogo à l'Institut du développement rural (IDR) de l'université de Bobo-Dioulasso, quant à lui a déjà participé à l'une des émissions TAT en tant qu'expert. Il trouve que « c'est une belle initiative, car il n'y a pas d'autres opportunités pour nous les chercheurs pour parler de nos résultats. Il existe quelques émissions dans certaines radios, mais elles ne sont pas encore assez spécifiques comme celles de ce programme, pour contribuer à la vulgarisation de nos résultats²⁵ ».

À Banfora, à la rencontre avec les auditeurs de la Radio Munyu, il a été constaté sans surprise que l'essentiel des commentaires et suggestions des participants se concentre autour des aspects de justice sociale et climatique. Il s'est donc agi principalement de questions liées au genre féminin: leurs besoins, leurs droits et leurs rôles. Mais aussi l'octroi des terres aux femmes et

²⁵ Entretien d'évaluation des programmes de TAT à l'Université de Bobo-Dioulasso

l'élaboration de programmes pour leur permettre d'être au cœur du système de préservation de l'environnement car « dans tous les cas c'est la femme qui souffre le plus des problèmes actuels du climat²⁶ » a signifié une auditrice.

Quant aux auditeurs de la Radio Salaki, ils mentionnent particulièrement la redécouverte de quelques concepts importants à travers les programmes de TAT, comme le dit madame Sanou: « Moi-même j'ignorais véritablement l'intérêt nutritionnel des produits que nous transformons. J'ai redécouvert la valeur de mon activité de transformatrice avec ces émissions²⁷»

Dans le village de Makongo, également dans la boucle du Mouhoun, les auditrices des programmes de TAT quant à elles, ont expliqué être dans un dilemme. Elles saluent l'initiative du projet TAT et elles sont heureuses des programmes. Cependant, c'est difficile pour elles, de mettre en pratique ce qu'elles reçoivent comme conseils dans les émissions, face à la raréfaction de certaines ressources liées à la croissance démographique mais aussi aux effets du changement climatique.

En effet, les femmes dans leurs activités et leurs tâches ménagères ont besoin d'énergie, disent-elles. Elles recherchent du bois de chauffe pour la cuisine et pour la préparation de certaines denrées commerciales. Cependant, elles n'ont pas d'alternative face à la rareté du

²⁶ Entretien d'évaluation des programmes de TAT avec les femmes de Munyu à Banfora

²⁷ Transcription d'une rencontre d'échanges avec les auditrices de radio Salaki dans le village de Makongo

bois et l'absence d'autres sources d'énergie. Elles sont donc préoccupées sur le questionnement de la survie, entre l'abattage et l'utilisation de quelques espèces d'arbres (karité, néré, etc.) pour l'énergie, ou la préservation de celles-ci ; qui contribuent à leur subsistance en permettant d'avoir des produits forestiers non-ligneux (beurre de karité, soumbala, etc.). Ainsi donc, « la préservation de certaines ressources naturelles, utilisées, pourtant dans notre quotidien devient difficile face au besoin d'énergie et d'alternative de survie liée aux mauvaises récoltes qui s'enchainent de plus en plus, suivant les effets du changement climatique²⁸». Tout en saluant ce que TAT leur a apporté, elles suggèrent qu'il y ait plus de proposition d'alternatives dans les productions des émissions.

Les émissions et programmes de TAT, à travers surtout les rubriques Bonnes pratiques / Environnement et Innovation, ont reçu des experts et des techniciens qui ont partagé les résultats de leurs recherches et qui ont répondu aux questions et préoccupations des populations sur les problèmes environnementaux.

Quant aux thèmes de préférences des auditeurs, un grand nombre a mentionné les sujets sur l'eau, l'environnement, la culture du riz, l'irrigation et l'utilisation des engrais. Les choix de ses thématiques répondent à leur besoin de faire face aux conséquences des changements climatiques.

²⁸ Transcription d'une rencontre d'échanges avec les auditrices de radio Salaki dans le village de Makongo

Il est ressorti aussi que les émissions de sensibilisation sur des questions sociales de manière générale sont importantes. Par exemple la sensibilisation aux droits des femmes dans l'agriculture et à leurs rôles dans la préservation de l'environnement. Les auditeurs ont mentionné qu'ils apprennent beaucoup à travers les émissions, sur ces différents sujets que proposent le projet TAT. Ils ont aussi suggéré qu'il y ait plus de rediffusion des programmes, surtout le vendredi, jour de repos des agricultrices et des agriculteurs.

À Bama, ils proposent plus d'émissions sur le travail des coopératives dans la région. Ils souhaitent également avoir plus d'émissions de terrain, où les journalistes se déplaceront plus loin à travers la plaine et dans d'autres localités. C'est donc pour répondre à un tel besoin et pour toucher le plus de monde que le projet a prévu l'utilisation d'une technologie pour atteindre ceux qui n'ont pas directement accès aux radios, l'alternative Pocket FM.

Chapitre II

L'utilisation de la technologie Pocket FM

La deuxième composante du projet TAT se concentre sur les zones du Burkina Faso à faible connectivité radiophonique, afin de faciliter leur accès aux informations environnementales et agricoles. Le projet installe donc des appareils électroniques, appelés Pocket FM, pour partager les productions audio et audiovisuelles avec les habitants de ces localités, à travers une diffusion FM et une plateforme numérique. Le Pocket FM a été développé par MiCT, en collaboration avec la société de design IXDS.

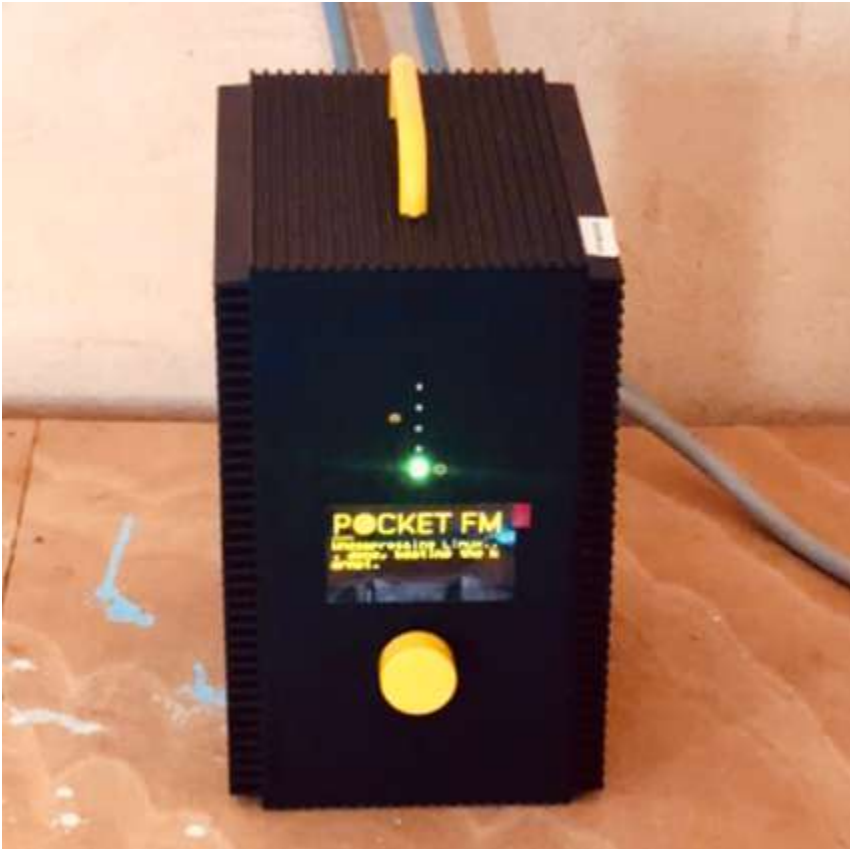


Figure 21 : Un Pocket FM

Spécifications techniques du Pocket FM:

Poids environ 3,4 kg | Dimensions : environ 20 x 20 x 13 cm | Émetteur FM stéréo 25W | Alimentation électrique DC 10-15V, environ 5A consommation maximale | GPS | Tuner DVB-S | Wi-Fi | Entrée analogique RCA stéréo | Télécommande GSM/SMS | Connexion de données 3G | Contrôle à distance par navigateur (avec mise à jour du logiciel)

« Comme il n'y a pas d'infrastructure existante qui soit stable pour n'importe quel type de média, nous avons pensé à revenir à la bonne vieille radio. Cependant, les émetteurs FM ne se sont pas vraiment développés au cours des 20 ou 30 dernières années. Donc nous nous sommes dit, revenons à cela et réfléchissons à ce à quoi pourraient ressembler les émetteurs FM du futur. », Klaas Glenewinkel, cofondateur et directeur de MiCT.

I. Le Pocket Fm : Qu'est-ce que c'est ?

1. Un micro-émetteur

Le Pocket FM est un système de diffusion, qui sert d'interface entre l'internet et la radio. Le dispositif a été adapté aux situations et aux régions où la communication est difficile, en particulier pour les personnes coupées des informations vitales.

Le dispositif est doté d'un émetteur FM robuste basé sur un ordinateur Raspberry Pi et un circuit imprimé au cœur de sa technologie. Un logiciel a été spécialement écrit pour fonctionner sur ce Raspberry Pi et a été combiné à diverses fonctions numériques pour permettre le contrôle à distance de l'appareil par SMS ou Wi-Fi, ainsi que la détermination de la localisation précise de chaque appareil par GPS. Ce dispositif offre une toute nouvelle façon de transférer des informations essentielles en recevant des programmes radio basés sur le Cloud via

une connexion satellite, puis en les retransmettant par ondes FM.

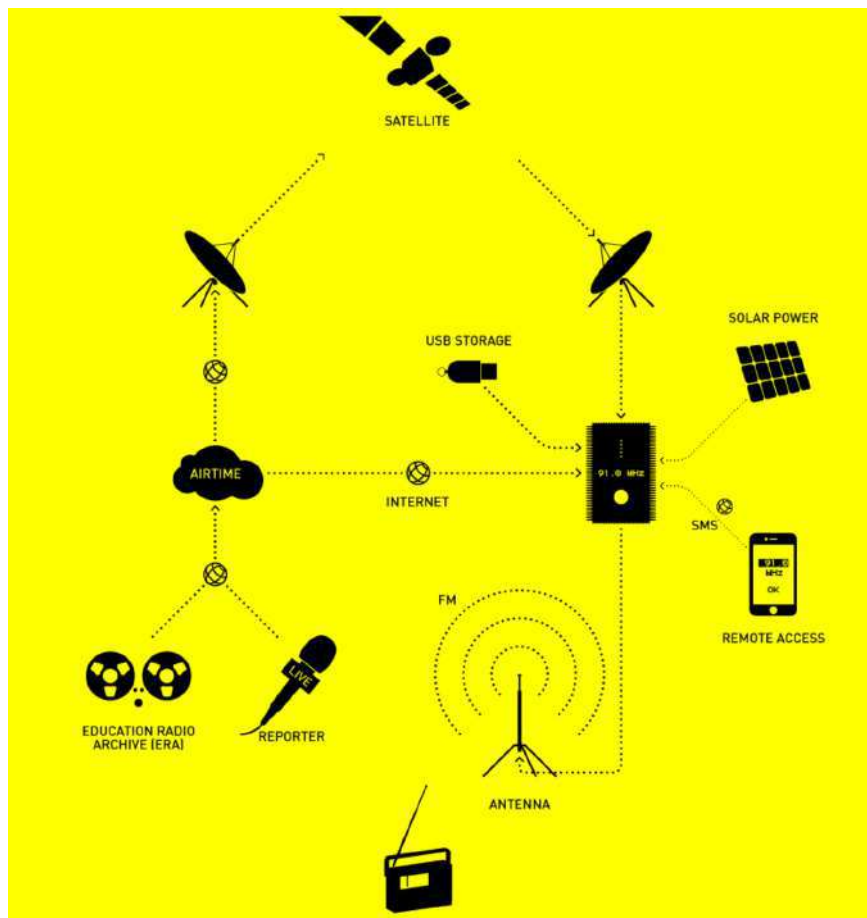


Figure 22 : Quelques possibilités de connectivités qu'offre un Pocket FM

Le Pocket FM est équipé d'un récepteur satellite intégré, ce qui lui permet d'être alimenté en contenu délivré par internet ou de télécharger du contenus à diffuser par voie hertzienne.

De cette façon, une gamme presque illimitée de programmes peut être diffusée dans des régions difficiles d'accès, mal connectées ou dans des situations d'urgence dans le monde entier. Le Pocket FM a une portée de 6-8 km et peut être télécommandé par SMS ou par Internet. Alimenté par un petit panneau solaire, ce qui est d'ailleurs utilisé dans le cadre du projet TAT, il peut donc être installé dans les régions où le réseau électrique est limité. La solution ne nécessite presque aucune maintenance et peut fonctionner pratiquement sans interruption.

Il est de petite taille, transportable et facile à utiliser, par exemple dans une petite ville, un petit village et ses champs environnants. Le micro-ordinateur du Pocket FM, avec une conception simple laisse beaucoup de place à la flexibilité et à l'expérimentation pour différentes configurations et mises à jour.

2. Une médiathèque

Le Pocket FM sert également de serveur de médias qui peut fournir une médiathèque centrale avec du contenu audiovisuel qui peut être chargé via la fonctionnalité réseau d'un smartphone, mais qui peut aussi être utilisé hors ligne. En fonction de l'emplacement et de la disponibilité des réseaux, le serveur peut être exploité et contrôlé via 3G, par SMS ou par satellite. Cela signifie que même s'il n'y a pas d'accès à Internet dans une région et même si le réseau GSM n'est pas disponible, le contenu mis sur le Pocket FM peut être accessible à travers l'interface audiovisuelle.

Pour l'utilisateur, l'expérience d'accès au serveur de médias est exactement la même que pour l'accès à n'importe quel Wifi, c'est-à-dire que le signal est affiché en Wifi et qu'il peut se connecter en un clic. L'interface est accessible dès que la connexion au Pocket FM est un succès. Le signal Wifi du Pocket FM peut être reçu dans un rayon d'environ 200-250 mètres. Dans le cadre du projet TAT, grâce à un booster et un répéteur wifi, la couverture de ce signal a été élargi à un rayon de 500m. L'accès au serveur Pocket FM est programmé de manière que l'interface apparaisse comme une page de démarrage dès que l'utilisateur se connecte au point d'accès. L'idée est de rendre l'accès au contenu aussi facile que possible pour les utilisateurs inexpérimentés.

Le contenu que le Pocket FM émet en FM et le contenu de la médiathèque peuvent être téléchargé sur l'appareil en utilisant plusieurs méthodes. Si le Pocket FM a accès à un réseau internet Wifi ou à un réseau mobile (2G ou 3G) à travers une carte SIM, le contenu peut être téléchargé à distance. Le contenu peut également être mis sur une clé USB, qui se branche au Pocket FM afin d'être téléchargé. Enfin, le contenu peut être transféré via satellite au Pocket FM.

II. Organisation et mise en œuvre pratique des Pocket FM dans le projet TAT

1. Organisation

TAT et le ProCIV se fondent sur les connaissances et expériences des populations locales pour la mise en

œuvre de cette composante Pocket FM. Les Organisations paysannes (OP) et les communautés de base sont parties prenantes donc dans les décisions concernant le choix du lieu dans le village, l'installation et les contenus des Pocket FM.

L'idée de base a été d'installer quatre (04) Pocket FM pilotes dans des localités diverses (à Bama, à Bondokuy, à Banfora et à Diébougou), proches d'organisations paysannes, d'une radio partenaire et d'un service administratif décentralisé, afin d'évaluer l'efficacité de l'une ou de l'autre des options. Puis, des points focaux ont été formés sur l'utilisation et la maintenance des Pocket FM. Durant cette phase pilote, les populations ont manifesté un intérêt et de l'enthousiasme pour les Pocket FM installés dans leurs villages, sous la supervision des représentants des organisations paysannes. Cependant, pour assurer une durabilité, les différentes expériences seront associées. Suivant les prévisions du projet TAT, 30 Pocket FM seront déployés dans plusieurs villages et centres de formations agricoles à partir du dernier trimestre de l'année 2022²⁹. L'ensemble du matériel a déjà été acheminé au Burkina Faso et les choix des localités devront se concentrer sur des régions où la couverture radiophonique est limitée ou inexistante. Plusieurs villages et départements frontaliers du Burkina sont envisagées, entre autres, les provinces du Nounbiel et de la Léraba qui sont faiblement desservies par les radios ; pourraient donc bénéficier de ces Pocket FM si les conditions de leur installation sont favorables.

²⁹ Pour des raisons sécuritaires, le déploiement des Pocket FM a été reporté au premier trimestre 2023



Figure 23 : Une trentaine de Pocket FM seront déployés

2. Mise en œuvre pratique

Plus de 67% des Burkinabè ont un abonnement de téléphonie mobile dont 56% de la population vivant en milieu rural qui possède au moins un téléphone³⁰. Les populations utilisent leurs téléphones soit pour appeler ou pour envoyer des SMS ou pour interagir avec des chaînes de radio quand elles le peuvent. Mais en dehors de cela, le secteur des médias ne semble pas beaucoup utiliser la technologie mobile.

Le projet TAT a donc vu cette possibilité pour pouvoir toucher un plus large public. C'est en cela que le Pocket FM servira essentiellement, même si le réseau GSM n'est

³⁰ Chiffres des résultats de l'Enquête multisectorielle continue (EMC) effectuée au Burkina Faso en 2014 par l'INSD

pas également disponible dans certaines localités du pays.

En effet, le contenu mis sur le Pocket FM peut être accessible par les utilisateurs à travers l'interface créée dans le cadre de TAT, car il peut aussi être utilisé hors ligne. Ainsi, sur cette plateforme, avec leurs téléphones portables, les utilisateurs peuvent visionner des vidéos didactiques et écouter des programmes radios sur les questions l'environnementales et l'agriculture. Ce contenu est également disponible afin d'être téléchargé pour une utilisation ultérieure.

La plateforme sur le Pocket FM nommée « Air et Terre » dispose de 4 langues locales du Burkina Faso que sont le dagara, le dioula, le fulfuldé et le mooré. C'est à la suite de la phase pilote que la quatrième langue, le dagara, a été ajouté suivant une mise à jour, avant le déploiement définitif. Le contenu sur l'interface de la plateforme, comme dans la composante radio, est également divisé en quatre catégories, à savoir : Bonnes pratiques, Innovation, Entrepreneuriat et Société. Ainsi, en plus des productions audiovisuelles prévues dans le cadre de ce projet, les émissions produites par les radios partenaires de TAT sont disponibles sur cette plateforme et en boucle sur les ondes de chaque Pocket FM. Aussi, pour ceux qui n'ont pas de smartphone, à travers leurs postes récepteurs et une connexion aux ondes des Pocket FM, les agriculteurs pourraient donc écouter les programmes produits par les radios partenaires et avoir accès aux contenus multimédias prévu à cet effet.

Chaque localité abritant un Pocket FM sera également dotée d'une tablette numérique afin de permettre à ceux qui n'ont pas ces smartphones de pouvoir venir occasionnellement suivre les productions audiovisuelles.

3. Le contenu éditorial des Pocket FM

- **Contenu FM**

Une partie des programmes produits par les radios partenaires étaient disponibles sur les Pocket FM pilotes. Ces programmes radios visent à être interactifs, à répondre aux besoins des auditeurs et à fournir des informations importantes dans les régions du projet, concernant l'agriculture, l'adaptation au climat et la promotion des bonnes pratiques. Il était donc tout aussi important que ces programmes radios soient un lieu d'échanges entre les agricultures, les experts, les formateurs et aussi les consommateurs.

Ainsi, plusieurs sujets importants ont été mis en exergue, comme l'utilisation des énergies renouvelables, le changement climatique et son impact sur l'agriculture, etc. et seront disponibles sur ces Pocket FM.

Aussi, quelques idées proposées par les services administratifs décentralisés sont la diffusion des politiques agricoles, des initiatives étatiques, des subventions et programmes agricoles existant au Burkina Faso à travers le Pocket FM.

Outre cela, les sujets y sont diversifiés et serviront, surtout à informer les auditeurs sur les innovations et les solutions pour faire face à une mauvaise pluviométrie par exemple ; ou sur les pratiques agricoles appropriées pour chaque semence et chaque sol, suivant la période de l'année. Des modules de formation du ProCIV qui ont été numérisés et transformés en contenus multimédias sont aussi disponibles sur chaque Pocket FM. Les programmes radios qui seront disponibles sur les Pocket FM touchent aussi aux sujets qui influent sur le travail agricole et sa commercialisation, comme les infrastructures, la formation, la santé, l'implication des femmes, etc.

- **Contenu médiathèque**

En effet, la médiathèque dispose d'éléments audiovisuels basés sur le contenu pédagogique du ProCIV, qui concerne toutes les étapes du travail agricole et de la préservation de l'environnement. Ceci inclut des informations concernant, par exemple, comment faire le bilan de la campagne écoulée et comment préparer les sols pour la campagne à venir, quelles sont les opérations d'entretien des champs, de récolte et de post-récolte.

La médiathèque contient également les informations présentées lors des formations du ProCIV aux agriculteurs à travers le concept FBS (Farmer business School), qui se concentre principalement sur la commercialisation du potentiel et des produits, pour les agriculteurs de riz et de sésame.

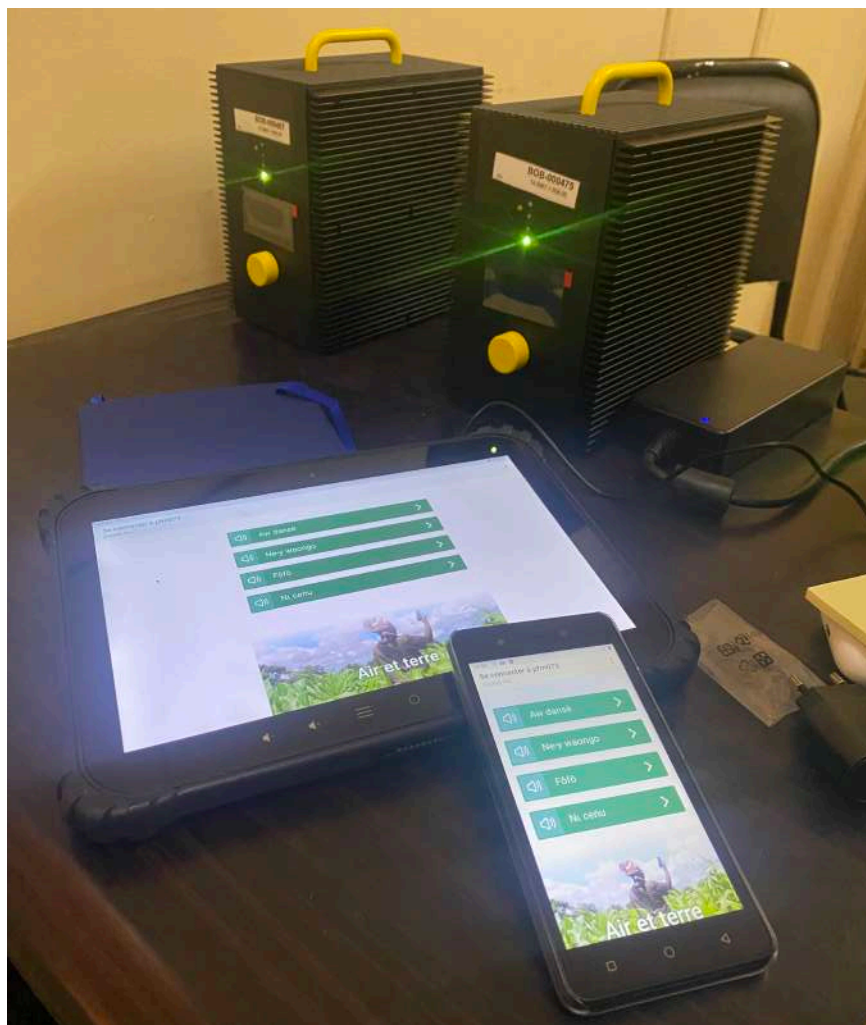


Figure 24 : Une plateforme responsive et facile d'utilisation

Au-delà de cette disposition, les formateurs en agriculture peuvent aussi accéder à ce contenu audiovisuel et l'utiliser dans leurs séances. Car, il convient de souligner que les podcasts et les vidéos ont un fort caractère éducatif et diffèrent des mesures de sensibilisation

habituelles, d'où leur utilisation également dans le cadre de TAT.

La médiathèque peut être utilisée par les agriculteurs qui n'ont pas encore pu bénéficier d'une formation directe en présentiel, afin de se familiariser et traiter en profondeur des sujets qu'ils n'ont pas encore abordé.

Dans la mise en œuvre, les productions audiovisuelles mettent également l'accent sur l'agro-écologie, avec pour but de retenir les conseils des experts agro-formateurs, par exemple, sur les techniques pour la fabrication d'engrais organiques, le choix de céréales pour quelle période, les techniques d'exploitation des zones maraichères en saison sèche, les dangers de certains pesticides et les meilleurs matériaux de compostage.

Les productions vidéos se penchent aussi sur des experts en entrepreneuriat qui sont consultés pour la production de contenu multimédia dans les programmes dédiés, afin de répondre aux questions des auditeurs, concernant les marchés porteurs, les mécanismes de transformations, et donner des exemples réussis d'agro-business au Burkina Faso et en Afrique.

Les programmes peuvent aussi être choisis selon leur spécificité et correspondance aux besoins locaux ou de la période. Ces besoins sont constamment communiqués à travers les boucles de feedback continus entre le projet et les organisations paysannes qui travaillent avec différents projets de la GIZ et/ou le ProCIV.

4. Impact social



Figure 26 : Une agricultrice de Bama (à g) se familiarise avec la plateforme

Selon la Banque mondiale, 46% de la population mondiale vit avec moins de 5,5 USD par jour. Cette proportion qu'elle appelle "base de la pyramide" (BoP)³¹, comprendrait près de 4 milliards de personnes, soit la moitié de la population mondiale. Un grand nombre de ces personnes vivent dans des zones reculées sans accès à l'internet, ce qui signifie qu'elles sont souvent coupées des informations et connaissances vitales. De plus, elles sont également privées d'opportunités éducatives, et

³¹ Díaz-Pichardo, René & Reyes, Tatiana & Rohmer, Serge & Lopez Santiago, Luis. (2019). L'innovation frugale comme levier de la conception pour la BoP, Étude exploratoire pour identifier des critères de conception.

environ 400 millions de personnes souffrent de soins de santé insuffisants et d'un manque d'accès à l'éducation.

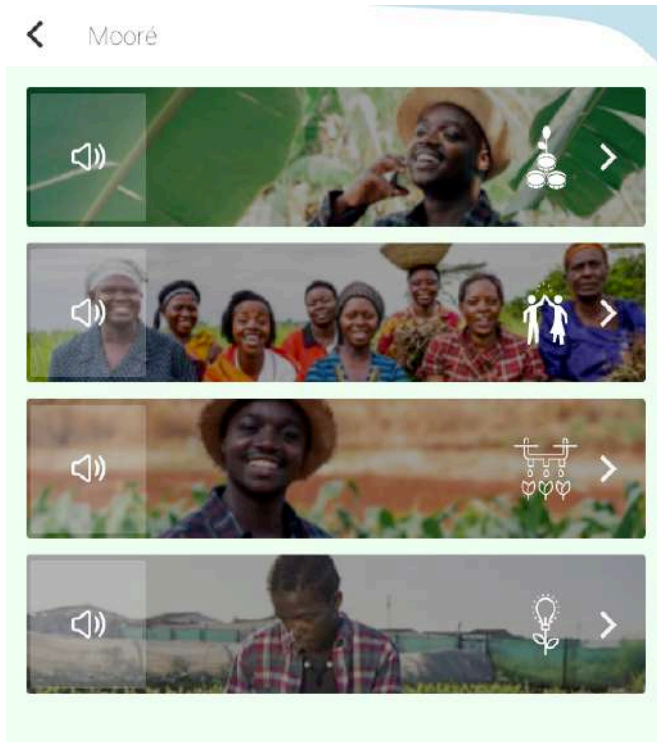


Figure 25 : Aperçu d'une partie de plateforme en mooré

Le Pocket FM veut donc combler le fossé de l'information du dernier kilomètre et atteindre ces personnes rapidement et à faible coût. Cette solution peut également profiter à ceux qui se trouvent dans des situations post-catastrophes, des régions en guerre ou des camps de réfugiés. Selon le Haut-commissariat des réfugiés (HCR), environ 89,3 millions de personnes³² sont actuellement des réfugiés ou des personnes déplacées à

³² <https://www.unhcr.org/fr/aperçu-statistique.html>

l'intérieur de leur pays. Le Pocket FM permettra à toutes ces personnes situées à la "base de la pyramide" d'améliorer leurs conditions de vie en leur fournissant des informations cruciales et opportunes dans des situations de crise aiguë.

Il est possible de transmettre des informations sur, par exemple, les endroits où l'on peut se procurer de la nourriture ou de l'eau dans une situation de conflit ou de post-conflit, ou sur les routes que l'on peut emprunter en toute sécurité un jour donné. Pour les personnes vivant dans des camps de réfugiés, la radio est un bon moyen de s'informer sur les événements et les nouvelles du camp. Ils peuvent également rester en contact avec leur région d'origine lorsque du temps d'émission en Pocket FM est mis à la disposition des stations de radio de ces régions.

Les agriculteurs des zones rurales reculées peuvent élargir leurs compétences grâce à des programmes radiophoniques éducatifs et améliorer la sécurité alimentaire en tirant le meilleur parti de leurs terres et de leurs cultures. Ce qui est de l'expérience du projet TAT au Burkina Faso.

Étant donné que la connectivité Internet généralisée ne sera pas disponible en Afrique et particulièrement au Burkina Faso avant plusieurs années et qu'elle restera trop chère pour beaucoup, la combinaison du contenu en ligne et de la transmission sur les ondes du Pocket FM peut donc combler un important déficit d'information.

Au regard de la spécificité de la plateforme et de la médiathèque conçu dans le cadre du projet TAT, des services et informations, comme les données météorologiques et/ou les prix des denrées, pourraient être intégrés en ligne dans le service sans trop d'efforts à l'avenir.

Outre le projet TAT, MiCT a mis en œuvre le Syrian Radio Network, Syrnet en Syrie et le projet de radio FM "Ebola Bye Bye" en Sierra Leone en utilisant la technologie Pocket FM. Dans le dernier projet cité, elle visait à fournir des informations aux parties de la population qui n'avaient auparavant que peu ou pas de connaissances sur la maladie, et qui n'avaient que peu ou pas d'accès aux campagnes et initiatives médiatiques existantes. Cela a joué un rôle central dans la lutte contre Ebola dans de nombreuses régions du pays.

Conclusion

L'information climatique, un levier du développement durable

En guise de bilan de notre étude, on note que malgré la pléthore et la diversité des médias au Burkina Faso, comparativement à la taille et la densité de sa population, les sujets sur le climat et l'environnement ne sont pas assez vulgarisés et traités, d'où l'engouement constaté auprès des populations pour les sujets autour d'un projet comme TAT. Cependant, au-delà de tels projets qui démontrent le besoin des populations, notons que les défis sont bien plus grands pour une meilleure prise en compte de l'information climatique et pour une grande accessibilité.

En effet, au Burkina Faso, dans un contexte de développement durable, le traitement de l'information climatique et les enjeux environnementaux dans les médias est encore limité et nécessite une plus grande attention. Les médias jouent un rôle crucial dans la sensibilisation et l'éducation des populations sur les enjeux du développement durable, les changements climatiques et leurs impacts. Il est donc important que les médias burkinabè s'engagent davantage dans le traitement de l'information climatique et qu'ils encouragent une plus grande participation des populations à la prise de décision et à l'action climatique.

Outre cela, il est important que les médias burkinabè s'engagent à fournir des informations précises et à jour sur les changements climatiques et leurs impacts, afin de permettre aux populations de prendre des mesures pour s'adapter. Il est également essentiel que les médias burkinabè travaillent en étroite collaboration avec les décideurs pour promouvoir des politiques et des programmes climatiques efficaces et durables.

Car, le traitement de l'information climatique au Burkina Faso peut contribuer à améliorer la productivité agricole, à réduire la vulnérabilité face aux risques de sécheresse et d'inondations et à améliorer la résilience des communautés. Une plus appropriation et un meilleur traitement des informations sur les enjeux climatiques peuvent également aider à éclairer la prise de décision sur la gestion de l'eau, l'utilisation des terres et d'autres questions liées à la croissance démographique. Cela participera aussi à améliorer la précision des prévisions climatiques et à mettre en place des systèmes d'alerte précoce en cas de phénomènes météorologiques extrêmes. Toute chose qui contribuera à une consommation plus durable et une production plus responsable, ainsi qu'une appropriation des technologies et des pratiques qui peuvent aider à réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement et à améliorer la qualité de l'air, de l'eau et des sols.

Donc, améliorer le traitement de l'information climatique c'est aussi activer un grand levier d'amélioration du développement économique et social durable du Burkina Faso.

Bibliographie

Ouvrages et documents relatifs aux médias

BALIMA, S.T., FRERE, M-S., Médias et communications sociales au Burkina Faso, approche socioéconomique de la circulation de l'information, Paris, L'Harmattan, 2003.

BALIMA, S.T., SANOU, V., GOUBA, F. et al. Les médias, l'information publique et la lutte contre la pauvreté au Burkina Faso, Ouagadougou, CAPES-CERAM-CSC-Ministère de l'information, novembre 2006.

BAZYOMO, E.P., Éducation aux médias au Burkina Faso : enjeux et perspectives pour une éducation à la citoyenneté, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Sorbonne nouvelle-paris 3, 2009.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION (CSC), Rapport 2016.

DIAZ-PICHARDO, RENE & REYES, TATIANA & ROHMER, SERGE & LOPEZ SANTIAGO, LUIS. L'innovation frugale comme levier de la conception pour la BoP, Étude exploratoire pour identifier des critères de conception, (2019).

INTERNATIONAL MEDIA SUPPORT (IMS), De la crise à la transition: les médias au Burkina Faso, Janvier 2015, p.13-15.

SANON, M., La Presse écrite régionale au Burkina : État des lieux des journaux bobolais, Mémoire de maîtrise en sciences et technique de l'information et de la communication, Université de Ouagadougou, 2005.

ZOROM, B., Burkina Faso : Statistiques sur le digital et les médias sociaux en janvier 2020. Adresse URL:<https://lekiosquedigitalduburkina.com/2020/02/24/burkina-faso-statistiques-sur-le-digital-et-les-medias-sociaux-en-janvier-2020/> (site consulté le 15 juin 2021).

Ouvrages et documents relatifs aux climats / environnement et divers

BATIONO, B.J.W., BENDRA, L. Rapport intermédiaire du projet Transmission Air et Terre, Février 2021.

BOYKOFF, M., CHANDLER, P., DALY, M., FERNANDEZ-REYES, R., JIMENEZ GOMEZ, I., McNATT, M., NACUSCHMIDT, A., OONK, D., et OSBORNE-GOWEY, J. African Newspaper Coverage of Climate Change or Global Warming, 2004-2021. Media and Climate Change Observatory Data Sets. Cooperative Institute for Research in Environmental Sciences, University of Colorado. doi.org/10.25810/ns7n-vh24. Adresse URL:

https://sciencepolicy.colorado.edu/icecaps/research/media_coverage/africa/index.html, 2021.

GIZ, Programme global Centres d'innovations vertes pour le secteur agroalimentaire, Adresse URL : <https://www.giz.de/en/worldwide/32853.html>.

HOUDRET, A., PASQUA, I., MEKNASSI, S-F., L'accès à l'information environnementale: vecteur d'une gouvernance responsable au Maroc et en Tunisie? Deutsches Institut für Entwicklungspolitik, Briefing Paper, November 2018.

UNHCR, Aperçu statistique, URL: <https://www.unhcr.org/fr/aperçu-statistique.html>

INSD-BURKINA FASO, Annuaire statistique nationaux 2019, URL : https://www.insd.bf/contenu/pub_periodiques/annuaire_stat/Annuaire_stat_nationaux_BF/Annuaire_Statistique_National_2019.pdf, 2020.

MIRZABAEV, A., J. WU, J. EVANS, F. GARCÍA-OLIVA, I.A.G. HUSSEIN, M.H. IQBAL, J. KIMUTAI, T. KNOWLES, F. MEZA, D. NEDJRAOUI, F. TENA, M. TÜRKEŞ, R.J. VÁZQUEZ, M. WELTZ, Desertification. In: Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems [P.R. SHUKLA, J. SKEA, E. CALVO BUENDIA, V. MASSON-DELMOTTE, H.-O. PÖRTNER, D.C. ROBERTS, P. ZHAI, R. SLADE, S. CONNORS, R. VAN DIEMEN, M.

FERRAT, E. HAUGHEY, S. LUZ, S. NEOGI, M. PATHAK, J. PETZOLD, J. PORTUGAL PEREIRA, P. VYAS, E. HUNTLEY, K. KISSICK, M. BELKACEMI, J. MALLEY, (eds.)]. In press., 2019

LA BANQUE MONDIALE, Données, URL: <https://donnees.banquemondiale.org/indicator/>.

OXFAM RESEARCH REPORT, Climate Change and Women Farmers in Burkina Faso, July 2011, p.10

Liste des abréviations

ACCES	Appréhender les Changements Climatiques, Environnementaux et Sociétaux
BoP	Base of the Pyramid
CFI	Canal France International
COVID	Corona Virus Disease
CSC	Conseil supérieur de la Communication
CVD	Conseil villageois de Développement,
CNRS	Centre national de Recherche scientifique
DW	Deutsche Welle
ESJ	École supérieure de Journalisme
FM	Frequency Modulation
GIEC	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GSM	Global System for Mobile Communication
GPS	Global Positioning System

HCR	Haut-commissariat des réfugiés
IDR	Institut du développement rural
INSD	Institut national des Statistiques et de la Démographie
MeCCO	Media and Climate Change Observatory
MICT	Media in Cooperation and Transition
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non-gouvernementale
OP	Organisations paysannes
OXFAM	Oxford Committee for Relief Famine
PIB	Produit intérieur Brut
ProCIV	Projet Centre d'innovation Verte
SMS	Short Message Service
STePE	Sciences de la Terre, des Planètes et Environnement
TAT	Transmission Air et Terre
Wi-Fi	Wireless Fidelity

Table des illustrations

<i>Figure 1:</i> Le Burkina Faso est situé au sud du Sahara	18
<i>Figure 2:</i> Pays enclavé, le Burkina Faso est situé dans la boucle du fleuve Niger	19
<i>Figure 3:</i> Traitement des sujets sur le changement climatique et le réchauffement de la planète par des médias africain	23
<i>Figure 4:</i> Une grande partie de la population travaille et vit de l'agriculture, de l'élevage et de l'exploitation des ressources naturelles	25
<i>Figure 5:</i> Rencontre avec des journalistes et des auditeurs de la radio Bama Pile	26
<i>Figure 6:</i> Rencontre avec des population du village de Makongo.....	41
<i>Figure 7:</i> Les données sur le traitement de sujets sur le changement climatique et le réchauffement de la planète par L'Observateur Paalga	44
<i>Figure 8:</i> Tendence de recherches et actualités sur Google sur les thématiques Climat et Environnement au Burkina Faso de 2015 à 2021	45
<i>Figure 9:</i> Répartition des médias participants à l'enquête.....	46

<i>Figure 10: Sujets sur les enjeux du changement climatique et/ou environnementaux</i>	47
<i>Figure 11: Fréquence de traitement des sujets</i>	48
<i>Figure 12: Une rubrique consacrée à l'environnement ou au climat ?.....</i>	49
<i>Figure 13: Un journaliste spécialisé sur les questions du climat dans la rédaction ?</i>	50
<i>Figure 14: Fréquence du traitement des thématiques dans les médias.....</i>	51
<i>Figure 15: Zones de couverture des radios partenaires du projet TAT</i>	82
<i>Figure 16: Le directeur de Radio Bama-Pilè, s'entretenant avec le Conseil Villageois de Développement (CVD), les représentants d'organisations paysannes (OP) et de coopératives</i>	84
<i>Figure 17: Proportion des langues dans les programmes et émissions de TAT</i>	86
<i>Figure 18: Ensemble des productions radiophoniques par rubriques</i>	87
<i>Figure 19: Appréciation des thèmes abordés par les productions</i>	89

<i>Figure 20: Avez-vous appris de nouvelles choses sur les questions du climat / environnement ?</i>	90
<i>Figure 21: Un Pocket FM</i>	98
<i>Figure 22: Quelques possibilités de connectivités qu'offre un Pocket FM</i>	100
<i>Figure 23: Une trentaine de Pocket FM seront déployés.</i>	104
<i>Figure 24: Une plateforme responsive et facile d'utilisation.....</i>	108
<i>Figure 25: Aperçu d'une partie de plateforme en mooré</i>	110
<i>Figure 26: Une agricultrice de Bama (à g) se familiarise avec la Plateforme</i>	111

Annexes

Annexe I : Protocole d'évaluation du Projet « Transmission Air et Terre »



TRANSMISSION AIR ET TERRE Suivi et évaluation

Les cibles du projet TAT est pour la composante radio:

Pour savoir si TAT a atteint ses chiffres cibles, les radios participantes répondent à des [questionnaires](#):

Groupe cible (nombre total)	150 000 auditeurs
Part des femmes dans le groupe cible	30 %
Nombre de radios participantes	4
Nombre de journalistes participant(e)s	30
Proportion de femmes journalistes	9 (30%)
Nombre d'institutions et d'organisations locales impliquées	10

- (i) N° d'auditeurs
- (ii) Pourcentage de femmes auditrices
- (iii) Nombre de journalistes participants
- (iv) Proportion de femmes journalistes
- (v) Nombre d'institutions locales impliquées (organisations paysannes, universités, centre de recherche)

Les objectifs du projet TAT sont:

- (i) un accès amélioré et adapté aux groupes cibles à des programmes de radio professionnellement pertinents
- (ii) un accès amélioré et adapté aux groupes cibles à des formats d'information et d'échange multimédia innovants (POCKET FM)
- (iii) améliorer les connaissances et compréhensions des groupes cibles des innovations et des approches pertinentes promues par le ProCIV.

Afin de découvrir à quel point les groupes cibles ont un accès amélioré et adapté à des programmes de radio professionnellement pertinents, et s'ils ont des connaissances et compréhensions améliorées des innovations et des approches pertinentes promues par le ProCIV, le projet mène des entretiens avec les organisations paysannes dans les localités des trois radios participantes et des groupes de discussions avec les auditeurs des trois radios participantes.

Objectif (i): L'accès des petits agriculteurs dans les zones d'intervention du Centre d'innovation verte BF aux programmes radio professionnellement pertinents est amélioré.

Indicateur	Source	Détails
1. Production d'un total d'environ 240 programmes radio pendant la période du projet	Documentation de la production par l'équipe de rédaction	-
2. Diffusion des programmes par trois diffuseurs partenaires	Les protocoles de transmission des radios partenaires, les resumés des productions	<u>Chaque radio devrait élaborer un calendrier sur lequel est mentionné quand les programmes ont été diffusés, aussi avec les diffusions répétées.</u>
3. Atteindre un total de 150 000 bénéficiaires au cours du projet	Les questionnaires radios et leurs fiches de diffusions	<u>Questionnaires pour les radios</u>
4. Évaluation positive de la qualité et de la pertinence/exactitude technique des programmes radio par des experts des médias et des experts techniques sélectionnés	Critères par les experts en médias et les experts techniques sélectionnés qui évaluent les programmes.	<u>Il faut trouver ces experts etr expliquer les critères sur lesquels on les a choisi</u>
5. Évaluation positive de la pertinence des programmes par les utilisateurs	Groupes de discussion sur les différents sites du projet avec des agriculteurs / utilisateurs sélectionnés.	<u>Focus groupes avec les auditeurs des radios Bama, Salaki et Munyu.</u>

Objectif (ii): Améliorer les connaissances et compréhensions du groupe cible des innovations et des approches pertinentes promues par le ProCIV.

Évaluation des agriculteurs / utilisateurs	Groupes de discussion sur les différents sites du projet avec des agriculteurs sélectionnés.	<u>Focus groupes avec les auditeurs des radios Bama, Salaki et Munyu.</u>
Évaluations des diffuseurs partenaires et de l'équipe éditoriale	Entretiens individuels avec les acteurs concernés (diffuseurs partenaires et équipe éditoriale).	<u>Entretiens avec les journalistes TAT concernant l'amélioration de leurs connaissances et compréhensions des innovations et des approches pertinentes promues par le ProCIV.</u>

Questionnaire pour les radios Evaluation contenu des programmes TAT

Nom de la radio:

Nombre de journalistes participants à TAT:

Proportion de femmes journalistes:

N° d'auditeurs:

Pourcentage de femmes auditrices:

Nombre d'institutions locales impliquées (organisations paysannes, universités, centre de recherche):

Exemples d'institutions locales impliquées:

Questions pour les entretiens individuels avec les équipes éditoriales des radios TAT

Note: Ces entretiens doivent être individuels avec les membres de chaque équipe TAT au sein de chaque radio.

1. Comment jugez-vous les thématiques TAT? Sont-elles intéressantes?
2. Avez vous appris de nouvelles choses à travers votre travail avec TAT?
3. Quelle est votre thématique préférée? Et pourquoi?
4. Quel est votre sujet préféré?
5. Concernant le côté innovations et approches pertinentes promues par le ProCIV, qu'est ce que vous avez appris?
6. En particulier, qu'avez vous appris par rapport en bonnes pratiques agricoles (Riz et Sesame)?
7. En particulier, qu'avez vous appris par rapport aux sujets de la protection. De l'environnement, et le climat?
8. En particulier, qu'avez vous appris par rapport aux droits des femmes dans l'agriculture?
9. Que voudriez-vous plus voir sur TAT ? Quels sujets? Quelles thématiques générales? Et Pourquoi?

Questions pour les discussions de groupes avec les auditeurs/auditrices des radios TAT

Notes: Chaque groupe cible d'auditeurs de chaque radio doit être représenté par trois groupes. 1. Groupe d'auditeurs hommes 2. Groupes d'auditeurs femmes 3. Groupe mixte (50% femmes, 50% hommes). Chaque groupe doit être composés de 5-7 individus.

Il faut toujours demander aux participant(e)s leur confirmation pour enregistrer les conversations. Chaque discussion ne devrait pas durer plus d'une heure 30 minutes, comme limite maximum, et pas moins de 45 min comme limite minimum.

Il faut toujours commencer les discussions de groupes avec des introductions, des histoires, expliquer ce qu'est le projet exactement, pourquoi les participant(e)s sont là, combien de temps la discussion va durer, si/combien sera la compensation. Il faut aussi préciser qu'ils/elles sont, toujours le choix de ne pas répondre s'ils/elles ne se sentent pas à l'aise. Tout cela doit aussi être enregistré.

1. Est ce que vous écoutez les programmes TAT ? Si oui depuis combien de temps?
2. Avez vous des problèmes d'accès aux programmes TAT sur la radio X?
3. Est ce que vous aimez les programmes TAT? Si oui pourquoi? Si non pourquoi pas?
4. Avez vous appris de nouvelles choses à travers votre écoute des programmes TAT?
5. Quelle est votre thématique/sujet préférée? Et pourquoi?
6. Est ce que, à travers votre écoute, vous avez eu l'impression que vous bénéficiez des informations présentées? Par exemple?
7. En particulier, qu'avez vous appris par rapport en bonnes pratiques agricoles (Riz et Sesame)?
8. En particulier, qu'avez vous appris par rapport aux sujets de la protection. De l'environnement, et le climat?
9. En particulier, qu'avez vous appris par rapport aux droits des femmes dans l'agriculture? Quels autres sujets sociaux liés à l'agriculture avez-trouvé importants?
10. Que voudriez-vous plus voir sur TAT ? Quels sujets? Quelles thématiques générales? Et Pourquoi?

Annexe II : Questionnaire adressé aux journalistes / médias

PRÉSENTATION

1. Dans quel type de média travaillez-vous ? *

Une seule réponse possible.

- Presse écrite (Papier)
- Web média
- Télévision
- Radio
- Autre : _____

2. Quelle est votre fonction dans le média? *

Une seule réponse possible.

- Responsable / Directeur de publication
- Rédacteur en chef
- Journaliste
- Autre : _____

-
3. Depuis combien d'années travaillez-vous dans les médias? *

Une seule réponse possible.

- moins de 2 ans
- 2-5 ans
- 5-10 ans
- 10-15 ans
- + de 15 ans
-

Traitement de l'information

4. Comment jugez-vous la fréquence du traitement des thèmes suivants par votre média ? (: vous utilisez un téléphone, défilez de la droite vers la gauche pour voir plus de réponses) *

Une seule réponse possible par ligne.

	Très fréquent	Assez fréquent	Moyennement fréquent	Très peu fréquent	Pas fréquent
Climat	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Culture	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Économie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Environnement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Fait-divers	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Politique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Société	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sport	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

5. Abordez-vous les enjeux du changement climatique dans votre média ? *

Une seule réponse possible.

- Oui *Passer à la question 7*
 Non *Passer à la question 8*

6. Dans quelle fréquence abordez-vous les questions du climat? *

Une seule réponse possible.

	1	2	3	4	5	
Rare	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Très fréquent

7. Si oui, quels sont les thèmes abordés? *

Plusieurs réponses possibles.

- Explication du changement climatique
 Adaptation au changement climatique

Autre : _____

8. Dans quelle fréquence abordez-vous les sujets sur l'environnement ? *

Une seule réponse possible.

	1	2	3	4	5	
Rare	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Très fréquent

9. Quels sujets sur l'environnement sont-ils abordés ? (plusieurs choix possible) *

Plusieurs réponses possibles.

- La pollution (air et eau)
 L'érosion
 La déforestation
 L'impact des intrants chimiques
 La raréfaction des ressources naturelles

Autre : _____

10. Avez-vous une rubrique consacrée à l'environnement ou aux enjeux du changement climatique dans votre média ? *

Une seule réponse possible.

- Oui *Passer à la question 11*
 Non *Passer à la question 12*

11. Si oui, dans quelle périodicité cette rubrique est-elle animée ? *

Une seule réponse possible.

- Quotidiennement *Passer à la question 13*
 1-3 par semaine *Passer à la question 13*
 Moins d'une fois par semaine *Passer à la question 13*
 1-3 par mois *Passer à la question 13*
 Moins d'une fois par mois *Passer à la question 13*

Passer à la question 13

12. Si non, pourquoi ? *

13. Avez-vous dans votre rédaction un / des journaliste(s) spécialisés sur les questions du climat ? *

Une seule réponse possible.

Oui

Non

14. Avez-vous dans votre rédaction un / des journaliste(s) spécialisés sur les questions de l'environnement? *

Une seule réponse possible.

Oui

Non

Belélé Jérôme William Bationo

est titulaire d'un master en Sciences, Technologies, Santé; mention Sciences de la Terre, des Planètes et de l'Environnement / Parcours Climat et Médias, de l'Université Paris-Saclay, ESJ-Lille, Observatoire de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et du CNRS de Paris. Il est également diplômé en



Psychologie, option psychologie sociale et du travail de l'Université Joseph Ky-Zerbo de Ouagadougou ; en Communication de l'Institut International de Management (IIM/Groupe BK) et en Management de Ressources humaines de l'Institut Africain de Professionnalisation en Management (IAPM). Détenteur de divers certificats, notamment en Études du Développement durable de l'Université de Laval (Canada), en Leadership civique du CRL YALI Dakar / CESAG (Sénégal) et en Techniques numériques d'investigation du Centre for investigative journalism (CIJ) et de l'Agence France Presse (AFP), il travaille comme expert-média pour l'ONG MiCT.

Il intervient dans les domaines du climat, de l'environnement, du développement durable et dans la conception et la vulgarisation de technologies et programmes d'information et de communication. Depuis 2020, il participe à la mise en œuvre d'activités et projets au Burkina Faso, au Congo, en Côte d'Ivoire, au Mali, etc. Avant, il a également travaillé en tant que journaliste-reporter et consultant média dans le domaine de la démocratie et des élections, dont des activités avec la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (UE) au Burkina Faso.

DÉVELOPPEMENT DURABLE & ENJEUX CLIMATIQUES

Comment les médias burkinabè couvrent-ils les enjeux du climat et du développement durable ? Ces sujets sont-ils assez représentatifs dans leurs contenus ? Quels sont les défis et les perspectives pour les médias, en rapport avec ces thématiques ?

L'auteur examine ces différents points à travers une étude menée sur le terrain. En interrogeant différents acteurs et en analysant les contenus des médias sur les questions liées au développement durable et au changement climatique, il explique la nécessité de renforcer la capacité des journalistes à couvrir ces sujets de manière précise et informative. Il appelle également à une coopération accrue entre les journalistes, les experts et les décideurs politiques afin de garantir que les messages clés sur ces enjeux cruciaux soient diffusés de manière cohérente et efficace. L'auteur précise que les médias ont un rôle crucial à jouer dans la sensibilisation du public et la promotion de l'action climatique. Cependant, leur couverture est souvent limitée et fragmentée. Il scrute également les obstacles auxquels sont confrontés les journalistes burkinabè dans la couverture de ces questions, notamment le manque de ressources et l'absence d'initiatives politiques.

Ce livre se veut une tribune pour encourager la mise en œuvre d'initiatives et projets médias pour contribuer à mieux informer les populations afin qu'elles puissent faire face aux enjeux climatiques.

